

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

« programme communiste »
Revue théorique
« il comunista »
Journal bimestriel en italien
« el programa comunista »
Revue théorique en espagnol
«Proletarian»
Journal en anglais

Journal bimestriel
N° 502
Février-Avril 2012
49^e année - Un expl.: 1 € / 4,5FS,
£1,5 / 60 DA, 10 DH, 500 F CFA

DANS CE NUMERO

- Grève générale en Espagne. Contre les coupures et les mesures anti-ouvrières de la bourgeoisie ! Contre la politique collaborationniste des syndicats jaunes !
- Une «candidate communiste» présentée par Lutte Ouvrière ?
- Aperçu sur la Syrie (3). La domination française
- Correspondance. Petroplus (Petit-Couronne): le «Produisons français» contre la lutte de classe

Tueries de Toulouse L'ennemi public n°1, c'est le capitalisme!

Les assassinats de Toulouse et Montauban ont rapidement servi à une campagne d'**union nationale** pour laquelle les grands partis (à l'exception du Front de Gauche) ont interrompu momentanément leur campagne électorale. De gauche, du centre ou de droite, écologiste ou d'extrême droite, ces partis, dont les représentants ont participé ensemble à la cérémonie officielle en mémoire des militaires tombés sous les balles de Merah, ont voulu ainsi signifier que leurs désaccords politiques étaient **secondaires** et qu'ils appartenaient tous en réalité au **parti unique de la démocratie**, c'est-à-dire de la défense de l'ordre établi.

Précieux aveu à un moment où toute la puissance des médias bourgeois est activée pour faire croire aux prolétaires qu'ils doivent prendre au sérieux la mascarade électorale et que tout dépend de leur vote!

Si le Front de Gauche a eu l'habileté de ne pas participer officiellement au grand spectacle de cette union nationale, il est en réalité sur la même ligne comme en témoigne, outre son orientation nationaliste ouvertement affichée, la réaction de sa principale composante, le PCF, après la mort du tueur lors de l'assaut des policiers: «*L'essentiel est maintenant que le pays se rassemble pour rejeter les discours de haine, les xénophobes, les stigmatisations. La démocratie doit se montrer plus forte et le débat national doit reprendre ses droits*» (1).

Personne ne s'étonnera de retrouver exactement la même position chez les trotskystes «lambertistes» du P.O.I (ex Parti des Travailleurs) qui dans un communiqué après le massacre devant l'école juive affirmaient: «*Toute poursuite de l'escalade et de la surenchère, sur le terrain du communautarisme, menacent [sic!] toutes les composantes de la société, l'unité de la république et la démocratie elle-même*» (2).

La démocratie bourgeoise n'est, selon le marxisme, qu'une des formes de la **dictature de la bourgeoisie**; dans les périodes de prospérité économique et de développement du capitalisme elle sert à camoufler cette dictature et à obtenir par la voie douce le consentement des prolétaires à leur situation d'exploités. Mais même dans ces périodes, la violence sociale inhérente aux rapports de production capitalistes, qui se manifeste avec le plus d'évidence dans les guerres et les interventions militaires qui accompagnent

(Suite en page 2)

A bas le cirque électoral ! Pour la reprise de la lutte de classe, pour la révolution communiste mondiale !

Depuis quelques semaines le cirque électoral bat son plein; mais il a en fait commencé depuis plusieurs mois. Nous avons eu la phase des primaires du Parti Socialiste qui ont été un événement politique d'importance: pendant plusieurs semaines les médias ont joué le **jeu**, accordant une place de premier plan à ce qui n'était au départ qu'un événement interne au parti Socialiste, sans que du côté de Sarkozy on ne fasse plus qu'élever quelques critiques pour la forme. Ce spectacle soigneusement mis en scène répondait en effet à un besoin ressenti par les forces bourgeoises qui dirigent le pays; il s'agissait avant tout de redonner du lustre au mécanisme électoral qui depuis des années perd régulièrement de sa crédibilité, et à l'un de ses acteurs principaux - l'opposition de gauche - usé par ses années de gouvernement. La fiction du système démocratique représentatif est en effet un facteur essentiel de la domination politique de la bourgeoisie.

DU CRÉTINISME DÉMOCRATIQUE DES PRIMAIRES SOCIALISTES...

Comme en réalité les orientations politiques (nous n'osons pas dire: les *programmes*) des divers candidats à la candidature étaient identiques (et pour l'essentiel très peu différentes de celles d'un Sarkozy ou d'un Bayrou), la compétition portait au fond sur le caractère et la personnalité de ces derniers. La **dépolitisation** qui est l'autre face de la **personnalisation** est un objectif permanent du système politique bourgeois qui repose sur l'abrutissement des masses; elle a fait de nouveaux progrès parmi les électeurs du PS qui - triomphe du crétinisme démocratique! - se sont déplacés en masse (près de 3 millions!) pour participer à cette mascarade. Mais la campagne des primaires

socialistes a eu aussi un autre effet précieux pour la bourgeoisie; à travers la candidature de Montebourg, les positions **nationalistes** - derrière les appellations d'*anti-mondialisme* et de *protectionnisme* - ont été présentées par les médias comme étant des positions «de gauche»!

Ce n'est à vrai dire pas nouveau, le PCF, dont la base est une *aristocratie ouvrière* pénétré de préjugés petits-bourgeois, étant traditionnellement un des diffuseurs les plus acharnés du nationalisme, surtout parmi les travailleurs; mais le déclin de ce parti depuis des années beaucoup restreint la portée de son discours. Montebourg a ouvert la voie au grand retour du nationalisme économique et du *produisons français* qui exprime les intérêts de la partie la plus faible et la moins concurrentielle du

capitalisme français.

Le Manifeste Communiste disait déjà qu'*«au grand désespoir des réactionnaires la bourgeoisie a enlevé à l'industrie sa base nationale»*. Les prolétaires n'ont rien à gagner à s'associer à ces réactionnaires qui prêchent une (impossible) fermeture des frontières parce qu'en réalité ces derniers n'ont d'autre but que de leur faire accepter des sacrifices supplémentaires au nom de la défense de l'économie nationale; et en outre parce qu'en suivant ces bourgeois, ils tourneraient le dos à la solidarité de classe avec les prolétaires des autres pays ou d'autres nationalités, affaiblissent ainsi leur propre force.

...À L'ABRUTISSEMENT DU CIRQUE ÉLECTORAL

Une fois passé le **succès pour la bourgeoisie** qu'a représenté cet épisode préliminaire des primaires socialistes, la véritable campagne a pu s'engager. Il serait assez vain de soumettre à une critique détaillée les propositions ou les programmes électoraux des candidats, tant ils jouent peu de rôle dans cette campagne, quand ils existent! Au moment où nous écrivons le candidat sortant n'a toujours pas présenté son program-

(Suite en page 3)

LE COMMUNISME RÉVOLUTIONNAIRE ET L'ATTITUDE PAR RAPPORT AUX ÉLECTIONS

La faillite retentissante de la Deuxième Internationale au moment de l'éclatement de la première guerre mondiale, lorsque les partis qui en étaient membres s'alignèrent sur leur propre bourgeoisie en reniant tous les enseignements du marxisme et du mouvement ouvrier, imposa que la nouvelle Internationale (constituée en 1919) et les nouveaux partis communistes se fondent sur des bases programmatiques sans équivoque. Les **Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat** adoptées à son premier Congrès rappelaient que les socialistes avaient toujours «*exprimé cette idée, formulée de la manière la plus scientifique par Marx et Engels, à savoir que la république bourgeoise la plus démocratique n'est rien d'autre qu'un appareil permettant à la bourgeoisie de réprimer la classe ouvrière, permettant à une poignée de capitalistes d'écraser les masses laborieuses*». Evoquant la Commune de Paris elles ajoutaient: «*C'est justement Marx qui a apprécié mieux que quiconque la portée historique de la Commune et a montré dans son analyse le caractère exploiteur de la démocratie bourgeoise et du parlementarisme bourgeois, lorsque les masses opprimées se voyaient le droit, une fois en quelques années, de choisir le représentant des classes possédantes qui "représentera et opprimerà" le peuple au Parlement*». Cependant la tactique à suivre par rapport aux élections ne fut discutée

que lors du Congrès suivant, en 1920. Les bolcheviks y défendirent la tactique dite du «*parlementarisme révolutionnaire*» qui préconisait la participation électorale non seulement pour utiliser la «tribune» constituée par le Parlement, mais aussi pour détruire celui-ci «de l'intérieur». Le courant dont nous nous revendiquons, la **Gauche communiste d'Italie**, soutint au contraire que la lutte contre les illusions démocratiques et électorales, particulièrement puissantes et nocives dans les pays capitalistes développés, demandait de suivre une tactique abstentionniste. La thèse des bolcheviks l'emporta alors, mais l'histoire ultérieure a démontré que c'était la Gauche communiste qui avait raison; les illusions démocratiques et électoralistes dominent toujours les prolétaires et elles demandent à être combattues avec encore **plus d'énergie et de ténacité** qu'hier.

Renvoyant à notre brochure «La question parlementaire dans l'Internationale Communiste» (brochure Le Prolétaire n° 19) pour une documentation détaillée, nous publions ci-dessous un extrait des Thèses adoptées par l'Internationale, suivies par les Thèses présentées par notre courant. Le lecteur pourra constater qu'en dépit des divergences tactiques, il existait un accord de principe contre l'électoralisme - à mille lieues des positions de la prétendue «extrême gauche» d'aujourd'hui.

COMMUNISME, LUTTE POUR LA DICTATURE DU PROLETARIAT ET «POUR L'UTILISATION» DES PARLEMENTS BOURGEOIS

1. Le gouvernement parlementaire est devenu la forme «démocratique» de la domination de la bourgeoisie qui, à un certain degré de son développement, a besoin de la fiction d'une représentation populaire. Apparaissant extérieurement comme l'organisation d'une «volonté du peuple» au-dessus des classes, elle n'est en fait qu'un instrument de coercition et d'oppression aux mains du Capital.

2. Le parlementarisme est une forme déclinée de l'Etat. Aussi ne convient-il en

aucun cas à la société communiste qui ne connaît ni classes, ni lutte de classe, ni pouvoir gouvernemental d'aucune sorte.

3. Le parlementarisme ne peut pas être non plus la forme du gouvernement «prolétarien» dans la période de transition de la dictature de la bourgeoisie à la dictature du prolétariat. Au moment le plus grave de la lutte de classe, lorsque celle-ci se transforme en guerre civile, le prolétariat doit inévitablement bâtir sa propre organisation gouvernementale comme une organisation de combat

dans laquelle les représentants des anciennes classes dominantes ne seront pas admis; dans cette phase, toute fiction de volonté populaire est nuisible au prolétariat; celui-ci n'a nul besoin de la séparation parlementaire des pouvoirs, qui ne pourrait que lui être néfaste. La République des Soviets est la forme de la dictature du prolétariat.

4. Les Parlements bourgeois, qui constituent un des principaux engrenages de la machine d'Etat de la bourgeoisie, ne peuvent pas plus être conquis par le prolétariat que l'Etat bourgeois en général. La tâche du pro-

(Suite en page 5)

Tueries de Toulouse L'ennemi public n°1, c'est le capitalisme!

(Suite de la page 1)

inévitablement la vie du capitalisme, se traduit inévitablement par des actes de violence, plus ou moins aveugles et sans explication apparente, de la part d'individus, surtout faisant partie de la classe écrasée et opprimée. La présence policière, et son renforcement constant depuis des années, témoigne de la violence potentielle qui s'accumule au sein de la société capitaliste et qui éclate parfois en émeutes qui s'en prennent à des objectifs ou des symboles plus ou moins clairs de l'oppression, parfois en actes de *desesperados* facilement utilisables par les forces de la conservation sociale.

C'est ce dernier cas que nous avons vu à Toulouse. Le meurtrier faisait clairement partie des déshérités auxquels la société capitaliste n'offre qu'un avenir de misère et de précarité, une vie sans avenir où la survie passe par la délinquance. En l'absence d'une force de classe luttant effectivement contre cette société, la rage de ces éléments peut parfaitement être récupérée au service de l'ordre capitaliste. Si Merah avait été engagé par la Légion Etrangère comme il semble qu'il en ait eu l'intention, il aurait pu aller tranquillement massacrer outre-mer et finir par être célébré comme un héros, comme l'ont été les militaires retour d'Afghanistan qu'il a tués.

C'est une autre voie qu'il a suivie, mais, du point de vue prolétarien, tout aussi réactionnaire et suicidaire. La lutte contre les interventions militaires impérialistes ne peut pas se faire par des assassinats individuels de militaires ou d'enfants au nom d'une solidarité religieuse! Merah a en effet préparé ses assassinats au nom d'une réactionnaire **guerre de religions**, où les exploités sont unis à leurs exploités. En les commettant en France et non sur un lointain *«terrain*

d'opérations» d'Afrique ou d'Asie, il est devenu, jusqu'à ce qu'il soit abattu, l'«ennemi public n°1» dénoncé par tous les moyens de communication.

Mais l'ennemi public n°1 des prolétaires et des masses opprimées de France et du monde, c'est le capitalisme! C'est le capitalisme qui tue, qui massacre, qui affame par dizaines de millions non seulement dans les guerres incessantes mais aussi dans les famines et la misère qu'il provoque continuellement. De combien de dizaines et dizaines de milliers de morts dans les guerres coloniales qui se sont succédées depuis soixante ans, est responsable l'Armée française que les candidats sont allés saluer en rang serré à Montauban? Combien de jeunes des quartiers populaires sont tombés au cours de ces dernières années sous les balles de la police qu'ils ont félicitée pour son «efficacité»?

Et si l'on veut en rester à l'exploitation capitaliste «normale», elle enlève en moyenne plus de 6 ans de vie à un ouvrier par rapport à un cadre (par les accidents du travail, les maladies professionnelles, l'épuisement, etc.), selon une étude de l'INSEE parue en

octobre dernier.

Les assassinats de Toulouse tombent à point pour renforcer un peu plus l'encadrement policier et «sécuritaire» de la société, c'est-à-dire pour peser encore davantage sur les prolétaires, et en même temps pour renforcer leur division en attisant la xénophobie et le racisme. Mais l'aggravation des tensions sociales rend à peu près inévitable la répétition de faits de ce genre, jusqu'à ce que le prolétariat trouve la force d'entrer en lutte contre son exploitation.

Alors commencera la seule guerre qui vaille, la seule guerre qui pourra en finir avec toutes les guerres, toutes les injustices et tous les massacres: la **guerre sociale contre le capitalisme**, le véritable ennemi du genre humain.

(1) Voir le communiqué du PCF à: www.pcf.fr/21383

(2) Voir le communiqué du P.O.I. à: www.parti-ouvrier-independant.com/spip/spip.php?article1343

Grève générale en Espagne

La grève générale du 27 mars a été très suivie et les manifestations ont été particulièrement massives, reflétant le mécontentement des travailleurs. Mais comme nous le disions dans le texte ci-dessous, elle était condamnée à n'avoir aucun résultat. Alors que le chômage selon Eurostat atteignait 23,6% en février, les appareils syndicaux ont d'abord cherché à négocier l'attaque contre les prolétaires (dont l'un des

points est de rendre plus facile les licenciements) décidée par le nouveau gouvernement de droite sous le nom de: «Réforme du Travail»; elles n'ont appelé à une grève générale que contraintes et forcées d'agir pour faire tomber la pression sociale; tout de suite après la grève, les dirigeants des CC OO (principal syndicat, anciennement lié au PC espagnol) ont appelé à nouveau le 29 mars le gouvernement à la négociation «sinon il y aura un conflit social croissant jusqu'à ce que le Réforme du Travail soit substantiellement amendée»: pour ces bonzes collaborationnistes il ne peut être question que d'«amender» les attaques anti-ouvrières!

Contre les coupures et les mesures anti-ouvrières de la bourgeoisie ! Contre la politique collaborationniste des syndicats jaunes !

La grève générale appelée de façon anti-cipée par les syndicats collaborationnistes et avec les méthodes typiques de la conciliation entre les classes de façon à causer le moins de dommages aux intérêts des patrons et du capital, a comme objectif réel de faire retomber la pression qui s'accumule depuis quelques temps, à mesure que s'accroissent les licenciements et le chômage, en faisant croire aux masses prolétariennes que la force du capital et des classes dominantes est invincible, et que la seule possibilité est de négocier avec les patrons une réforme du travail pour atténuer un peu les sacrifices que devra endurer à l'avenir la classe des travailleurs.

Précisément à cause de son orientation de collaboration des classes, cette grève n'aura aucun effet positif; elle se révélera être un échec complet parce qu'elle n'obligera pas la bourgeoisie de reculer d'un millimètre. La classe bourgeoise dominante entend sauver ses profits en récupérant aussi ceux qu'elle a perdus dans la crise de son système économique aux dépens du prolétariat; elle n'aura aucun scrupule dans la lutte contre le prolétariat comme elle l'a démontré en Grèce et comme elle le démontre aujourd'hui au Portugal, en Italie ou en Grande Bretagne.

La bourgeoisie sait d'expérience qu'avec les méthodes de la démocratie, de la conciliation sociale et de la collaboration entre les classes, elle peut obtenir des résultats durables pour renforcer sa domination sur la société; c'est dans ce but qu'elle a besoin des partis ouvriers opportunistes et des syndicats collaborationnistes qui utilisent leur influence pour contrôler le prolétariat et le maintenir dans la plus stricte soumission aux exigences du profit capitaliste. Et au cas où les méthodes de la concertation démocratique se révèlent insuffisamment rapides et utiles pour ses intérêts, la classe bourgeoise utilise alors les méthodes répressives les plus ouvertes et aveugles, comme elle l'a démontré jusqu'à aujourd'hui en de multiples occasions.

Les prolétaires doivent ouvrir les yeux et comprendre enfin que pour se défendre contre la série de mesures anti-ouvrières que l'on entend faire passer comme Réforme du Travail, il leur faut changer complètement de méthodes et de moyens de lutte et utiliser ceux qui dépendent exclusivement à leurs intérêts immédiats: **les prolétaires doivent organiser leur lutte sur le terrain de la lutte ouverte et irréconciliable de classe**. Même si les négociations aboutissaient à des mo-

difications marginales, la Réforme du Travail voulu par le gouvernement, les patrons, les partis opportunistes et les syndicats collaborationnistes est une loi bourgeoise qui défend les intérêts bourgeois contre les intérêts ouvriers.

L'économie des principaux pays capitalistes a connu un coup terrible ces dernières années. Depuis 2008, l'année où la crise a commencé, la chute généralisée du taux de profit a plongé la bourgeoisie du monde entier dans une débâcle économique sans précédent, jetant à terre toutes les proclamations et toutes les promesses qui assuraient que la solution pour obtenir une croissance économique ininterrompue avait été trouvée; et qu'en outre celle-ci ferait disparaître l'antagonisme entre les classes sociales, supposées être en voie de dissolution. De la même façon que l'on affirmait que les affrontements entre les grands impérialistes allaient disparaître en vertu d'un rapprochement réciproque sous les auspices des pouvoirs miraculeux du commerce.

Mais les lois de fonctionnement du mode de production capitaliste sont inexorables. Après une longue décennie de croissance économique, la crise est réapparue avec une force et une virulence multipliée par le fait d'avoir été contenue si longtemps par des mesures qui n'ont servi qu'à l'aggraver. On peut en voir aujourd'hui partout les conséquences. Au Portugal, en Angleterre, en Italie et aujourd'hui en Espagne, les bourgeoisies de tous les pays touchés mettent en action des batteries de mesures brutales destinées à rétablir le profit capitaliste.

Etant donné que celui-ci dépend uniquement de la plus-value extorquée au prolétariat, ces mesures ne peuvent consister en rien d'autre que l'augmentation de l'exploitation subie par le travailleur. Augmentation du rythme du travail, baisse du salaire, baisse du coût et libéralisation absolue du licenciement... mais aussi réduction de toutes les garanties sociales que l'Etat surgit du développement économique des décennies soixante et soixante-dix avait accordées pour maintenir des conditions d'existence minimum du prolétariat qui permettaient de continuer l'exploitation brutale que le prolétariat connaît en temps crise mais aussi en période de prospérité.

La réforme du travail mise en oeuvre par le gouvernement du Parti Populaire avec l'appui complet du nationalisme catalan et basque, et l'indifférence des autres formations parlementaires qui n'ont élevé que des

protestations formelles contre tel ou tel aspect de forme ou de détail, n'est que l'une des mesures adoptées par la bourgeoisie espagnole depuis 2 ans. L'objectif de cette réforme comme celle des précédentes est d'adapter précisément le cadre juridico-légal qui permet à la bourgeoisie espagnole de gérer la main d'oeuvre qu'elle utilise pour produire de la façon qui lui est le plus profitable, supprimant des droits qui existaient encore, dégradant les conditions de travail de pratiquement tous les prolétaires, rajoutant de nouvelles mesures qui permettent d'exploiter encore davantage y compris ceux qui sont au chômage... imposant en bref aux prolétaires des efforts toujours plus grands pour remédier à la situation en faisant retomber sur le dos des travailleurs tout le poids de la reprise économique au non de l'intérêt général.

Mais de même que les lois qui régissent le capitalisme sont inflexibles en ce qui concerne son incapacité à assurer le bien-être général, les lois qui régissent le développement historique, c'est-à-dire les lois qui déterminent l'affrontement entre les classes sociales ne connaissent pas de pause.

A mesure que se succèdent les réformes destinées à faire retomber sur le prolétariat les conséquences de la crise, frappant aussi les classes sociales intermédiaires, la tension sociale n'a cessé de s'accroître. La série de mobilisations massives depuis le 15 mai de l'année dernière jusqu'aux dernières manifestations étudiantes de Valence ou Barcelone, en passant par les fréquentes manifestations syndicales au cours des derniers mois, ont été causées par un malaise social, ressenti d'abord par des couches sociales non prolétariennes (étudiants, professions libérales sans travail...) et ensuite par les éléments les plus actifs de la classe ouvrière. La situation sociale est aujourd'hui beaucoup plus chaude qu'il y a un an et c'est la raison pour laquelle les principales centrales syndicales ont appelé à la grève générale pour le 29 mars.

Cela ne signifie pas que ces organisations ont décidé de s'opposer à la dégradation continue des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière; mais la pression naturelle de cette dernière devant la situation dans laquelle elle vit, a obligé ces syndicats jaunes à appeler à la grève avec le double objectif de se mettre à la tête d'une mobilisation qui serve de soupape de sécurité à la tension sociale accumulée ces derniers temps, et de conserver leur influence sur les masses prolétariennes pour les maintenir dans la soumission aux dures

exigences du capitalisme en crise.

Il s'agit en réalité pour les directions interclassistes des organisations syndicales d'orienter le malaise général vers une cale sèche où la grève organisée avec plus de 30% de service minimum, avec un mois de préavis, sans chercher à causer de dommages à la production..., sert uniquement à dégoûter les prolétaires qui commencent à ressentir la nécessité de la lutte. Il s'agit de faire une grève pour démontrer que la force ouvrière doit être utilisée uniquement dans le cadre de la compatibilité avec l'économie capitaliste et de la conciliation démocratique. Et bien entendu elle ne servira à rien tant qu'elle restera emprisonnée dans les limites démocratiques de la défense de l'économie nationale, de la défense des prétendus intérêts communs entre patrons et travailleur; tant qu'elle n'est pas une arme de lutte prolétarienne et qu'elle se limite à être une sorte de référendum sur l'acceptation ou non de la Réforme du Travail.

La bourgeoisie ne va pas renoncer à son intention de broyer les prolétaires avec ses exigences, et les organisations syndicales jaunes qui cherchent uniquement la conciliation avec les patrons ne vont pas non plus les défendre. Il revient aux prolétaires de choisir: continuer à accepter d'être soumis à des charges toujours plus pesantes ou défendre leurs intérêts immédiats de classe.

En un mot, ils auront à choisir entre **lutter pour leur classe** ou **défendre leur pays**. Et pour lutter ils devront rejeter toutes les voies qui mènent à la conciliation entre les classes, tous les appels à prendre en compte les nécessités prétendument communes aux prolétaires et aux bourgeois. Ils devront reprendre le chemin de l'affrontement classiste, celui qui se mène avec les méthodes et les moyens de classe, par l'intermédiaire d'organisations prolétariennes nées pour étendre et élargir les conflits immédiats où seront engagés différents groupes de travailleurs...

Ce n'est que de cette façon, en suivant la voie de l'affrontement ouvert, sur les lieux de travail et dans les quartiers ouvriers, en défense inconditionnelle des conditions de vie de leur classe, que les prolétaires pourront se préparer aux futurs conflits sociaux, aux prochains affrontements entre les classes qu'il faudra mener pour résister à la force dévastatrice du capitalisme.

Tract diffusé par nos camarades
24 mars 2012

A bas le cirque électoral ! Pour la reprise de la lutte de classe, pour la révolution communiste mondiale !

(Suite de la page 1)

me électoral, préférant jouer la carte qui lui semble maîtresse celle de sa capacité personnelle à faire face aux crises, tandis qu'en face, le prétendant du PS a adopté la tactique d'en dire le moins possible en jouant la carte de l'anti-sarkozysme.

La personnalisation à outrance de la campagne permet aux candidats d'éviter de parler de ce qu'ils comptent faire pour répondre à la crise, autrement dit de comment ils comptent appliquer les mesures de rigueur que les bourgeois estiment nécessaires pour renflouer le capitalisme: les *consultations électorales* ne servent pas à débattre des questions importantes qui regardent la vie des populations et en particulier des prolétaires, comme le prétend l'omniprésente propagande démocratique, mais à les travestir, à les *cacher*. Quelle meilleure démonstration y a-t-il que les travailleurs n'ont rien à attendre des élections et que c'est sur un autre terrain, celui de la lutte ouverte, qu'ils doivent engager leurs forces?

Si les élections ne peuvent rien apporter de positif aux prolétaires, elles sont indispensables pour entretenir et renforcer la domination du capitalisme. Moment privilégié du bourrage de crâne des masses exploitées, elles sont utilisées pour faire admettre comme une obligation naturelle et incontournable les exigences capitalistes du moment: résoudre le «problème de la dette» par des sacrifices imposés aux travailleurs; diviser les prolétaires en diffusant le nationalisme et la xénophobie (1); leur faire accepter le renforcement policier, etc.

Mais plus fondamentalement encore, en offrant la possibilité aux électeurs de remplacer un politicien particulièrement haï, présenté par ses compères de l'autre bord comme la source de tous les maux, par un autre jugé meilleur, le système électoral démocratique fait croire à l'inutilité de s'engager dans la lutte difficile contre le capitalisme lui-même. C'est ainsi que pour mieux faire passer l'échec du mouvement sur les retraites (échec qu'ils avaient eux-même organisés), les bonzes syndicaux expliquaient à l'automne 2010 aux manifestants déçus, que ce qui n'avait pas été possible d'obtenir par la «lutte» le serait par les urnes, lors de la future élection présidentielle.

Hélas! Le candidat socialiste a déclaré, avant même d'accéder à la magistrature suprême, qu'il ne reviendrait pas sur cette «réforme» du gouvernement Sarkozy (ni sur les autres non plus). Ce n'est pas parce qu'il fait partie de la «gauche molle», mais parce que, de gauche ou de droite, les politiciens obéissent, non à la volonté de leurs électeurs, mais à celles des forces capitalistes qui dominent la société.

MÉLENCHON, RABATTEUR DU CIRQUE ÉLECTORAL

Les partis de gauche en ont fait la démonstration pendant les longues années où ils ont été au pouvoir; si l'on ne veut pas combattre le capitalisme, on est obligé de lui obéir! En déplacement en Grande-Bretagne, Hollande a cru nécessaire de le rappeler aux bourgeois d'outre-Manche qui s'étaient inquiétés de ses déclarations contre la finance: «La gauche a été au gouvernement pendant quinze ans, nous avons libéralisé l'économie et ouvert les marchés à la finance et aux privatisations. Il n'y a donc pas de craintes à avoir» (2). Pas de crainte à avoir qu'il s'en prenne au capitalisme autrement qu'en paroles, les prolétaires le savaient, mais c'est lui-même qui le confirme!

Le candidat du Front de Gauche, Mélenchon, qui ne jure que par Mitterrand, est cependant présenté par les médias comme un terrible candidat d'«extrême-gauche»; il multiplie d'ailleurs les déclarations tonitruantes sur une «révolution civique» et dans ses propositions on retrouve des revendications comme une forte hausse du SMIC, un retour partiel à la retraite à 60 ans, etc. Mais pour savoir ce que valent

ses discours, il suffit de constater qu'il n'a jamais renié sa participation à l'un des gouvernements de gauche qui ont si bien servi le capitalisme français. Il est d'ailleurs allé dire au quotidien patronal *Les Echos* que «*les investisseurs n'ont aucune raison d'avoir peur de mon programme*» (3).

Evidemment! Les capitalistes n'ont rien à craindre de la démagogie d'un Mélenchon parce qu'elle ne sert qu'à ramener vers le PS - alternative «normale» au sarkozysme - des éléments déçus par l'absence de «perspective» offerte par ce parti, autrement dit par sa soumission trop visible aux exigences du capital. Plus généralement, elle sert à ramener dans le giron du cirque électoral des abstentionnistes qui l'avaient déserté, et qui représentent une menace potentielle de perte de contrôle du système démocratique. C'est pourquoi, de gauche comme de droite, politiciens et curés, tout le monde entre en guerre contre l'abstention - y compris l'extrême gauche trotskyste!

LA MENACE D'UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE

La situation de l'économie internationale est tout sauf rose; en Europe comme ailleurs le capitalisme n'a pas retrouvé la voie d'une croissance régulière et harmonieuse qui permettrait, comme le rêvent les larbins réformistes de la bourgeoisie, d'améliorer le sort des prolétaires en redistribuant quelques miettes. La période d'expansion économique continue est définitivement résolue et le capitalisme se traîne de crises en crises, toujours plus profondes et toujours plus difficiles à surmonter. La «crise de la dette souveraine», conséquence de la crise économique de 2008 connaît un répit mo-

mentané, mais ce n'est que pour ressurgir avec plus de force. Dans tous les pays européens, les gouvernements bourgeois, de gauche ou de droite, prennent régulièrement des mesures antiouvrières à chaque fois plus brutales.

La France ne fera pas exception; les plans d'austérité déjà en oeuvre ne sont qu'un pâle avant-goût de ce qui attend les prolétaires, une fois éteints les lampions du cirque électoral. Il n'y a aucune illusion à avoir: le gouvernement, quel qu'il soit, qui sortira des élections présidentielles et législatives, devra amplifier les attaques antiouvrières à l'instar de ses collègues européens.

Et dans cette besogne, un gouvernement PS-Front de Gauche serait le mieux placé pour répéter à une échelle plus grande ce qu'avait fait il y a trente ans le gouvernement PS-PCF sous la présidence de Mitterrand lorsqu'il s'était attaqué aux sidérurgistes dont les réactions avaient fait reculer le gouvernement Giscard-Barre. Bénéficiant d'un «état de grâce» en raison de l'anti-Sarkozysme largement répandu parmi les travailleurs et, plus important, grâce à l'appui déclaré des appareils syndicaux, un gouvernement de gauche pourrait faire le «sale boulot» (comme Fabius avait alors qualifié l'action de son gouvernement) pour le capitalisme français sans susciter autant de luttes qu'un gouvernement de droite.

Lutter contre les illusions électorales, avertir qu'un futur gouvernement de gauche mènera l'offensive capitaliste, dénoncer le sabotage des intérêts ouvriers par les appareils syndicaux, préparer leurs frères de classe aux luttes inévitables, voilà quelle devrait être la tâche aujourd'hui des prolétaires d'avant-garde afin que ces luttes ne se soldent pas encore par des défaites.

C'est ce que ne font pas les groupes d'extrême-gauche, qui se proclament révolutionnaires alors qu'ils ne sont que suivistes par rapport aux partis réformistes contre-révolutionnaires, fournissant ainsi une précieuse contribution au désarmement du prolétariat face à son ennemi de classe.

La défense des intérêts des travailleurs ne peut se faire que par la lutte véritable, par la **lutte de classe**; elle implique la rupture avec les illusions électorales et ceux qui les répandent, et, au delà, la rupture avec toute une tradition de collaboration des classes, de légalisme, de pacifisme social entretenue depuis des décennies et des décennies par les institutions bourgeoises et les forces réformistes. Cette reprise de la lutte de classe passera par la reconstitution d'organisations de classe - du syndicat au parti - pour la lutte défensive immédiate comme pour la lutte offensive générale contre le capitalisme.

Cela ne pourra sans doute se faire du jour au lendemain, mais c'est la seule voie réaliste alors que toutes les perspectives réalistes ne sont que de mortelles illusions.

**A bas le cirque électoral!
Vive la reprise de la lutte de classe!
Vive la révolution communiste mondiale!**

(1) Dans ses «engagements», Hollande, afin de se donner sans frais un vernis de gauche, avance, à son point 50, la revendication du droit de vote des travailleurs immigrés aux élections locales (promesse déjà faite par Mitterrand et divers gouvernements de gauche depuis des décennies!). Mais pour ne pas apparaître «laxiste», il la fait suivre de: «*Je conduirai une lutte implacable contre l'immigration illégale et les filières du travail clandestin*». Après avoir été critiqué par Sarkozy, il a durci encore sa proposition en avançant la perspective de la création de «*brigades spécialisées*» pour cette lutte, sur le modèle de celles, tristement célèbres par leurs exactions racistes, qui existent aux Etats-Unis.

(2) Interview au *Guardian*, 14/2/2012

(3) cf www.lesechos.fr/economie-politique/election-presidentielle-2012/interview/0201953868769-jean-luc-melenchon-les-investisseurs-n-ont-aucune-raison-d-avoir-peur-de-mon-programme-302907.php

Une «candidate communiste» présentée par *Lutte Ouvrière* ?

Lutte Ouvrière, comme elle le fait régulièrement pour chaque élection, présente cette année une candidate à l'élection présidentielle; mais elle le fait avec la précision qu'il s'agit cette fois d'une «candidate communiste» (quelle était donc la nature des 5 candidatures précédentes de Laugier?):

«*Les campagnes électorales sont une occasion pour les partis du mouvement ouvrier de s'exprimer, de défendre leurs idées et leur politique. C'est aussi une occasion pour l'électorat de se prononcer sur les politiques proposées. (...) Cette année, de surcroît, les élections auront lieu à un moment où non seulement la crise de l'économie capitaliste s'intensifie, mais où elle est de plus en plus ressentie par les classes populaires qui en sont les victimes.*

Ces deux raisons amènent notre courant non seulement à présenter une candidate en la personne de Nathalie Arthaud, mais à définir aussi l'axe de la campagne qu'elle compte mener. Nathalie Arthaud sera présente, en effet, comme «une candidate communiste à l'élection présidentielle».

(...) D'où notre choix de faire en sorte que, face aux candidats des grands partis qui se situent tous sur le terrain de l'organisation capitaliste de la société, s'exprime une politique qui ne se limite pas à dénoncer les méfaits du capitalisme mais qui a pour but d'y mettre fin pour le remplacer par une autre organisation économique et sociale. Faire entendre une voix communiste n'est pas seulement affirmer la conviction que l'avenir de l'humanité ne peut pas être une organisation sociale basée sur la propriété privée des moyens de production et l'exploitation. Ce n'est pas seulement décrire une société idéale où n'existeront ni propriété privée des moyens de production, ni exploitation, ni concurrence, ni crise.

C'est surtout affirmer une politique communiste concrète en avançant des objectifs qui correspondent aux intérêts de la classe ouvrière dans cette période de crise et qui, tous, conduisent à mettre en cause la domination du grand capital sur la société» (1).

Lutte Ouvrière prend bien soin de toujours écrire que «*les élections ne peuvent pas changer*

la société»; mais elle «oublie» tout aussi régulièrement de dire que les élections, censées permettre démocratiquement aux organisations ouvrières de «s'exprimer», servent en fait à **maintenir**, à **défendre** cette société, en présentant ces «consultations électorales» régulières comme étant le seul moyen de changer sinon la société, au moins la politique gouvernementale. Et la participation à ces élections d'organisations qui s'affirment révolutionnaires ou communistes ne fait qu'augmenter la crédibilité de ce **mensonge** aux yeux des masses exploitées.

Lorsque le mouvement ouvrier n'avait pas encore «mené bien des combats dans le passé pour que ce droit élémentaire, le droit de voter dans les élections, soit reconnu aux travailleurs» comme l'écrit L.O., il était alors clair pour les prolétaires que seule la lutte révolutionnaire pouvait changer la société: c'est bien pourquoi c'est **la bourgeoisie elle-même** qui, après la Commune de Paris (qui n'avait pas combattu pour le droit de vote mais pour le renversement de la société), abandonna le vote censitaire (c'est-à-dire réservé aux seuls bourgeois) et accorda le suffrage universel (d'abord seulement aux hommes), consciente qu'elle pouvait trouver là un moyen pour éviter ou détourner les poussées révolutionnaires.

Au cours des 140 années qui ont suivi, le système démocratique électoral a donné toutes les preuves de son efficacité au service de la conservation sociale. Pour donner un seul exemple de l'histoire récente, il suffit de se souvenir qu'en 1968 c'est l'appel aux urnes qui enterra définitivement les luttes ouvrières; alors, «Voix Ouvrière», l'ancêtre de L.O., appelait, elle aussi, à la participation électorale et dénonçait comme «*petits-bourgeois*» les appels à l'abstention et la dénonciation des élections...

Cependant L.O. nous affirme qu'elle entend utiliser les élections pour défendre une «*politique susceptible d'armer les travailleurs du point de vue de leurs intérêts de classe*»: «*Aussi l'axe de la campagne électorale de Nathalie Arthaud, seule candidate dans cette élection qui se revendique clairement du communisme révolutionnaire, est-il de mettre en avant un certain nombre*

d'objectifs qu'il faudra imposer à la bourgeoisie pour préserver la classe ouvrière de la déchéance matérielle et morale (sic!)». Ces objectifs, qui «*ébranleraient dans ses fondements la dictature capitaliste sur l'économie*» constitueraient en fait «*un programme de lutte*» et pas un programme électoral, les élections servant seulement à les faire connaître le plus largement possible, car «*ils ne pourraient être imposés que par des luttes massives, amples, explosives et, surtout, conscientes (?)*» (2). Quels sont donc ces fameux objectifs?

Ils sont au nombre de trois: «*pour résorber le chômage, interdiction des licenciements et embauche par l'Etat de travailleurs dans les services publics existants et à créer*»; «*augmentation générale des salaires pour rattraper le pouvoir d'achat perdu au fil des ans et garantie de ce pouvoir d'achat par l'échelle mobile*»; «*contrôle des travailleurs et de la population sur les entreprises. Pour commencer, afin de dévoter les gaspillages capitalistes et les mauvais coups du patronat, abolition du secret des affaires et droit de regard de tous sur la gestion des entreprises et des banques*».

Disons-le tout net: ces trois objectifs n'ont rien à voir avec le communisme révolutionnaire, ils **tourneraient le dos** aux intérêts de classe du prolétariat; ce ne sont que des chimères réformistes qui, bien loin de les armer, ne peuvent qu'**égayer** les prolétaires.

Rappelons d'abord que l'interdiction des licenciements est un slogan qui avait été lancé par l'escroc Tapie avant d'être repris par les groupes de la dite «extrême gauche» (avec la précision: dans les entreprises qui font des bénéfices); caractéristique du **crétinisme parlementaire**, ce slogan prétend qu'il suffirait de faire voter au parlement une telle loi pour que les entreprises cessent de licencier, comme si le parlement était vraiment le centre du pouvoir réel auquel toutes les classes obéissent, y compris les capitalistes! En réalité ces derniers ignorent ou tournent les lois qui d'habitude pourraient les gêner et l'appareil d'Etat, gigantesque machine au service du

(Suite en page 4)

Une « candidate communiste » présentée par Lutte Ouvrière ?

(Suite de la page 3)

capitalisme, serait par nature incapable de faire appliquer des mesures réellement anticapitalistes: c'est le B.A.-BA du capitalisme que tous les réformistes, et L.O. à leur suite, veulent cacher aux prolétaires!

Précisons ensuite que l'augmentation générale des salaires, qui n'a pas besoin pour se justifier de l'invocation d'une perte du pouvoir d'achat depuis des années (comme si l'idéal était les anciens salaires!) est un besoin des prolétaires qui ne doit surtout pas être englué dans des mécanismes fallacieux d'« échelle mobile » des salaires dont le but est de maintenir la **paix sociale**.

Soulignons enfin que le contrôle « des travailleurs et de la population » des entreprises est une formule parfaite d'**interclassisme**, c'est-à-dire d'**abandon** des intérêts de classe prolétaires: lorsque L.O., citant les travailleurs et la population, écrit qu'ils auraient, ensemble, le même intérêt à « contrôler » les entreprises capitalistes, elle affirme implicitement comme tous les réformistes qu'il existerait un intérêt supérieur au dessus des intérêts de classe particuliers. Dans sa brochure de propagande électorale, où elle prétend que ce contrôle « serait une révolution », L.O. explique entre autres qu'il « permettrait de démontrer que pour baisser les prix à la production et donc pour augmenter la compétitivité d'une entreprise, il y a une autre voie que celle qui consiste à diminuer les salaires. Il suffit de diminuer les dividendes des actionnaires » (3): où nous découvrons que la compétitivité des entreprises est un objectif commun à L.O. et à Hollande comme à Sarkozy. On voit toute la portée de cette « révolution »...

Les véritables communistes, eux, sont les défenseurs des **intérêts exclusifs de classe** des prolétaires (des « travailleurs » dans le langage flou de L.O.) et pas de ceux des boutiquiers, des professions libérales, des petits propriétaires, des petits ou moyens patrons (il semblerait que pour L.O., seule la grande bourgeoisie est l'adversaire de classe) - ni encore moins des intérêts des entreprises: les entreprises vivent de l'exploitation des prolétaires, le contrôle de leur gestion n'y changerait rien.

La fin de l'exploitation capitaliste implique la fin de l'organisation capitaliste de la société, donc la disparition des entreprises, de leur concurrence et de leur compétitivité! Cela exige sans aucun doute une révolution, mais pas à la manière de L.O.: une révolution véritable qui **détruit** l'organe de la dictature capitaliste, l'Etat bourgeois (et non qui lui impose des lois ou des mesures), et instaure à sa place la **dictature du prolétariat** indispensable pour briser les résistances de la classe bourgeoise et déraciner son mode de production.

Quant aux classes ou demi-classes intermédiaires, elles devront sans doute faire l'objet de toute l'attention du prolétariat au cours de la lutte révolutionnaire pour que, dans la mesure du possible, elles ne se rangent pas du côté de la bourgeoisie; mais cela ne pourra ni ne devra jamais se faire au détriment des intérêts de classe prolétaires. Le Manifeste écrivait déjà que ces classes sont en fait conservatrices et même réactionnaires; si elles deviennent révolutionnaires c'est « en considération de leur passage imminent dans le prolétariat: elles défendent alors leurs intérêts futurs et non leurs intérêts actuels, elles abandonnent leur propre point de vue pour adopter celui du prolétariat ». Ce n'est donc pas en abandonnant les intérêts prolétaires qu'on peut gagner ou neutraliser ces classes.

Au contraire le réformisme fait abandonner par le prolétariat ses intérêts et le conduit à adopter le point de vue petit-bourgeois sur la conciliation des classes et l'amélioration graduelle du capitalisme.

La prétendue candidature « communiste » de L.O. n'est donc en réalité qu'une candidature réformiste de plus, calculée pour s'adresser aux éventuels militants et électeurs du PCF déçus de ne pas voir ce parti présenter son propre candidat! C'est ainsi que L.O. n'a pas peur d'écrire que « l'abdication de la direction du PCF devant Mélenchon fait qu'il n'y a pas d'autres candidatures [que Arthaud] qui se revendiquent du communisme »! Evidemment, L.O. est obligée de reconnaître que cela fait bien longtemps que le PCF ne défend plus une perspective de « transformation radicale de la société » (n'employons surtout pas les mots qui fâchent, comme: révolution), mais, estime-t-elle, voter pour le PCF permettrait encore d'exprimer une méfiance par rapport au P.S., ce qui est devenu de moins en moins le cas; et « le

choix de la direction du PCF de mettre le dévouement [sic!] de ses propres militants à la disposition de Mélenchon est l'aboutissement ultime de toute une évolution. Il appartient aux électeurs du PCF d'en tirer toutes les conclusions qui en découlent » (3).

Le comprendront-ils et voteront-ils pour Arthaud? En tout cas, L.O. espère bien se couler dans ce vide supposé laissé par le PCF. Elle se désolait donc de l'abstentionnisme croissant où elle voit un rejet de la politique (démontrant au passage que, pour elle, la politique se résume à la participation électorale!) et elle multiplie les raisonnements pour expliquer à « l'électorat populaire » et surtout à « sa fraction pour le moment très minoritaire qui se retrouve dans les objectifs avancés par les communistes révolutionnaires » (lire: nos électeurs), que même s'ils veulent voter Hollande pour se débarrasser de Sarkozy, il ne sont pas obligés de le faire dès le premier tour!

Mais pour les électeurs de L.O. et de l'extrême gauche en général, les sirènes du Front de Gauche et du PS, semblent autrement plus attirantes; si l'on se place sur ce terrain électoral factice, si l'on ne veut pas le dénoncer et en détourner les prolétaires, il faut obéir à ses lois. Et c'est bien pourquoi, lors des dernières présidentielles, L.O. avait finalement suivi ses électeurs en appelant à voter Ségolène Royal, ce qui lui avait valu les compliments mérités de cette dernière...

Quant au « parti communiste révolutionnaire » que Lutte Ouvrière nous annonce vouloir construire « en partie grâce aux élections » (!), il est présenté, comme c'est obligatoire sur cette base fraternelle, comme un simple parti réformiste.

En effet quand L.O. cherche à expliquer pourquoi les exploités en ont besoin, elle écrit que ce n'est « pas seulement [sic!] à l'occasion d'une consultation électorale pour pousser un cri d'indignation, mais pour peser sur la vie politique; pour exprimer face à chaque décision du gouvernement de la bourgeoisie les exigences des exploités et pour proposer les actions nécessaires pour les faire prévaloir ».

Puis elle donne une liste d'actions qui seraient menées par ce parti: « être présent dans les entreprises pour combattre le patronat capitaliste là où se trouvent les sources de sa richesse; s'opposer à l'expulsion d'un locataire étranger par son bailleur; vérifier les prix dans le supermarché et dénoncer les hausses excessives [sic!]; vérifier si le nombre de places dans la crèche est suffisant et s'il y a assez d'instituteurs dans l'école maternelle et d'enseignants au collège (...); surveiller aussi ce qui se passe au commissariat pour intervenir contre des exactions (...) » (4).

Rien qui puisse effaroucher les partisans du PCF: pas besoin en effet de parti révolutionnaire pour « peser » sur la vie politique bourgeoise, ni pour mener des actions qui relèvent des syndicats, des associations de locataires ou de consommateurs! La perspective « maximum » que L.O. ose présenter à ses lecteurs est celle d'« une explosion sociale (créant) le rapport de forces nécessaire pour protéger les travailleurs contre les licenciements, le chômage et l'effondrement du pouvoir d'achat des salaires », en escomptant que les objectifs énoncés ci-dessus donneront l'orientation nécessaire aux masses en lutte: en clair une explosion sociale détournée dans une orientation strictement réformiste...

Le véritable parti révolutionnaire, lui, se doit de dénoncer et combattre ouvertement toutes les idéologies et pratiques légalistes, réformistes et de collaboration des classes qui sont à la base de la démocratie bourgeoise et de son système électoral, parce qu'elles sont autant d'obstacles à la lutte de classe.

S'il doit être présent dans les entreprises (comme en dehors d'elles), sa fonction propre se trouve au delà des limites d'entreprises: il est l'organe **politique** qui unifie, centralise et dirige la lutte prolétarienne qui éclate spontanément, lui faisant dépasser le niveau des escarmouches quotidiennes, des simples (et nécessaires) luttes de résistance **immédiates** contre les patrons, si amples soient-elles, pour la hisser au niveau d'une lutte **de classe**, c'est-à-dire de la lutte politique générale contre les capitalistes, culminant dans la **lutte révolutionnaire pour abattre l'Etat bourgeois** (qui est le pilier de la domination de la classe ennemie) par l'**insurrection** et la prise du pouvoir. « La nécessité d'inculquer systématiquement aux masses cette idée - et précisément celle-là - de la révolution violente est à la base de toute la doctrine de Marx et d'Engels. La trahison de leur doctrine par les tendances social-chauvines et kautskistes, aujourd'hui prédominantes, s'exprime avec un relief singulier dans l'oubli par les partisans des unes comme des autres de cette

propagande, de cette agitation » écrivait Lénine contre les réformistes de son époque (5). Que dirait-il aujourd'hui d'une organisation qui évite au maximum de parler de révolution, encore moins violente?

DU DISCOURS À LA PRATIQUE: LE CAS DE L'USINE PSA-AULNAY

Les discours réformistes de L.O. à l'occasion de la campagne électorale ne sont pas une simple manoeuvre pour aller à la pêche aux voix; ils reflètent la réalité de la pratique de cette organisation qui se résume au **suivisme** par rapport aux grandes organisations réformistes contre-révolutionnaires.

Nous en avons eu un énième exemple lors du mouvement sur les retraites en 2010 où L.O. comme la LCR avaient agi en véritables auxiliaires de l'état-major antiprolétarien qu'était l'intersyndicale. L'actualité sociale nous en donne un nouveau, avec l'usine automobile PSA d'Aulnay, où la CGT, syndicat majoritaire, est dirigée par des militants de L.O.

L'industrie automobile fait face à une importante surproduction en Europe; le patron de FIAT estime ainsi qu'il faut y diminuer de 20% les capacités productives pour résorber cette surproduction et il s'est adressé aux autorités européennes pour organiser cette réduction. Cette situation alimente une concurrence acharnée entre les différents constructeurs: Volkswagen qui a le vent en poupe s'oppose à toute entente pour organiser une diminution des surcapacités, attendant la disparition des constructeurs plus faibles. Deux sites des filiales européennes de General Motors sont menacés de fermeture: une usine Opel à Bochum (Allemagne) et une usine Vauxhall à Ellesmere Port (Grande Bretagne). De son côté, le groupe PSA envisage de fermer certains de ses sites pour « rationaliser » sa production, dont l'usine d'Aulnay qui emploie ont de 3500 personnes en Seine-Saint-Denis.

La CGT et les autres syndicats (CFDT, FO, CGC, SUD, CFTC et le syndicat-maison SIA) ont réagi à cette éventuelle fermeture du site d'Aulnay en faisant campagne pour... une réunion tripartite syndicats, pouvoirs publics et direction dans le but d'aboutir à un engagement écrit sur la production de la voiture C3 à Aulnay et le maintien des emplois « au moins jusqu'en 2016 » (6)! Cette campagne est menée par des pétitions et l'envoi d'une lettre à Sarkozy (avec copie à Hollande). Mais à part des bonzes collaborationnistes jusqu'à la moelle, qui peut croire que ce genre de réunions et ce genre de « campagne » pourrait faire reculer PSA alors même que le groupe annonce déjà 5000 suppressions d'emplois en France, dont 1900 CDI en 2012?

Jean-Pierre Mercier, Délégué syndical de la section CGT de l'usine et responsable de L.O., déclarait le 23 juin, après le Comité Central d'Entreprise: « Alors la France d'en bas, ceux qui se lèvent tôt, comme disait le président de la République, est-ce que le gouvernement va laisser faire PSA pour fermer cette usine d'Aulnay-sous-Bois? (...). Alors nous posons la question concrètement au gouvernement: est-ce qu'il va laisser faire PSA, ou est-ce qu'il va demander lui aussi des engagements écrits de PSA pour qu'il s'engage à garantir l'ensemble des emplois et un nouveau véhicule sur le site d'Aulnay-sous-Bois? » (7).

C'est un responsable d'une organisation qui se prétend communiste et révolutionnaire qui pose ces questions! Mais pour la bonzerie syndicale, quelle que soit sa couleur politique, il est naturel de chercher à s'appuyer sur le gouvernement bourgeois, même après avoir vu ce que valaient les promesses de Sarkozy aux ouvriers des l'aciérie de Florange: ne l'ont-ils pas fait lors du mouvement sur les retraites?

On comprend alors que Mercier ait crié victoire après que les autorités aient finalement le 23 mars dernier accepté d'organiser une réunion entre syndicats, direction et représentants du gouvernement (8), se vantant du succès de l'« action collective » des travailleurs (une manifestation de 400 personnes pour demander cette fameuse réunion...).

Cette attitude de la CGT - et donc de L.O. - qui sème les pires illusions auprès des travailleurs et ne leur propose que des objectifs illusoire est typique de la politique de **collaboration des classes** des appareils syndicaux. Elle est directement en opposition à la nécessité de préparer réellement les travailleurs à la lutte: ni Sarkozy, ni Hollande (9), ni de loyales réunions entre « partenaires sociaux » ne les protégeront contre les décisions patronales; seule la lutte ouverte le pourra. Et pour qu'une telle lutte puisse être efficace, elle ne peut se limiter au seul site d'Aulnay: ce sont en réalité **tous les travailleurs de PSA** qui sont visés à travers la

politique de la direction qui met en concurrence les divers sites pour plier les prolétaires à sa botte et voir quels sont ceux qui sont les plus rentables; la mobilisation de tous est donc nécessaire.

Mais la CGT-L.O. est d'un autre avis: le 15 novembre, au moment d'une manifestation des travailleurs d'Aulnay, Mercier déclarait: « Aujourd'hui, nous sommes compétitifs en France et nous allons nous battre pour garder nos emplois » (10). Et tant pis pour les travailleurs du site de Madrid qui, au même titre que ceux d'Aulnay, sont dans le collimateur de la direction de PSA!

Le souci de la compétitivité est donc bien une préoccupation reprise par L.O. comme nous l'avons vu plus haut, mais c'est une **préoccupation antiouvrière**. La « compétitivité » n'est que l'appellation bourgeoise de l'**exploitation capitaliste**. Accepter cette préoccupation, s'efforcer d'être compétitifs, c'est accepter l'exploitation, rivaliser avec ses frères de classe pour être les plus soumis à la loi patronale, c'est donc préparer la défaite des travailleurs dont la force repose sur la solidarité.

Les menaces qui pèsent sur les travailleurs d'Aulnay, sur ceux de Sevelnord, sur ceux de Madrid, sur tous les travailleurs de PSA pèsent aussi sur les autres prolétaires, dans l'automobile et ailleurs. L'offensive capitaliste, qui est mise entre parenthèses pendant la période électorale, va redoubler d'intensité dans les prochaines mois, quel que soit le résultat de ces élections, comme nous le montrent les autres pays européens, de la Grèce à la Grande-Bretagne, de l'Italie à l'Espagne, de la Belgique à la Roumanie, etc, même l'Allemagne étant promise à une nouvelle cure d'austérité. La nécessité d'une lutte d'ensemble des prolétaires se fera de plus en plus pressante.

Cependant pour la CGT, ce n'est pas la lutte pour la défense des intérêts ouvriers est qui est à l'ordre du jour, mais une semaine de « mobilisation » pour la « réindustrialisation de la France ». Orientation **bourgeoise** qui cherche à lier encore plus les prolétaires au sort de l'économie nationale, c'est-à-dire aux intérêts des capitalistes nationaux, **contre** les prolétaires des autres pays. Lors du meeting à Aulnay le 22/2 sur le thème « réindustrialisons l'Île de France » (on passe naturellement du nationalisme au régionalisme), Mercier ne s'est pas démarqué le moins du monde de cette orientation. Il au contraire tenu exactement le **même** langage ultra-réformiste que Thibault: il n'y a pas de surproduction dans l'automobile, seulement une **sous-consommation** dont la responsabilité incombe aux patrons qui ne donnent pas des salaires suffisants (11).

Le marxisme a depuis longtemps démontré la fausseté des théories sous-consommationnistes, qui sont défendues par tous ceux qui font l'apologie du capitalisme; en effet s'il suffit d'augmenter les salaires pour résoudre les crises capitalistes, il n'y a plus besoin de renverser ce système. La réalité est exactement le contraire: pour surmonter leurs crises, les capitalistes n'ont pas d'autre choix que de diminuer les salaires, que d'écraser encore plus pour les prolétaires, que de liquider les forces productives en surnombre afin de reconstituer le taux de profit et de relancer la machine productive. En conséquence les crises avivent la lutte entre les classes, exaspérant toujours plus les contradictions sociales, jusqu'au moment où sont recréées les conditions de la lutte révolutionnaire, **classe contre classe**. C'est ce qu'il faut expliquer aux prolétaires et non les

« La question parlementaire dans l'Internationale Communiste »
(80 pages - Format A5 - 2 €)

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

La question parlementaire dans l'Internationale communiste



bercer de fables sur une conciliation possible de leurs intérêts avec ceux de l'économie capitaliste et des entreprises!

Nous n'en sommes pas encore là, le problème n'est encore que de se préparer à combattre les attaques redoublées qui s'annoncent. Mais une chose est sûre: étant donné l'ampleur de ces attaques, maintenir les futures luttes isolées, dans les limites d'une usine ou d'une entreprise, même en faisant de grandes envolées sur l'usine qui deviendrait une «forteresse» (12), est la garantie de la défaite. Seule l'extension des luttes et leur généralisation pourra permettre de riposter efficacement aux capitalistes.

Mais la première condition pour une riposte efficace, pour une lutte réelle, est la **rupture** avec les orientations défaitistes des appareils syndicaux collaborationnistes et le retour aux méthodes et aux moyens de la lutte de classe. Et pour aller au delà des luttes défensives, la reconstitution du **parti de classe**, internationaliste et international, basé sur le programme communiste authentique, sera indispensable.

Sur cette voie les prolétaires auront à surmon-

ter de nombreux obstacles en commençant par ceux constitués par les faux amis, les prétendus «anticapitalistes» ou «communistes» qui comme Lutte Ouvrière démontrent qu'ils ne sont en réalité que les valets des forces de la collaboration entre les classes et de la défaite ouvrière.

(1) cf «N. Arthaud, candidate de Lutte Ouvrière. Une candidature communiste à l'élection présidentielle de 2012», *Lutte de Classe* (organe «théorique» de L.O.) n° 141 (février 2012).

(2) cf «L'importance du vote pour la candidature communiste N. Arthaud», *Lutte de classe* n° 142, (mars 2012).

(3) Cf brochure «Nathalie Arthaud, une candidate communiste à l'élection présidentielle», p. 10. On peut rappeler que les dividendes versés aux actionnaires représentent un passif pour l'entreprise, qui cherche souvent à les réduire. Dans le capitalisme d'Etat les entreprises n'ont pas d'actionnaires; elles n'en restent pas moins capitalistes et les prolétaires y sont tout autant exploités...

(4) Ibidem, p. 23.

(5) cf «L'Etat et la révolution», chapitre premier, *La société de classe et l'Etat*, point 4, «Extinction» de *L'Etat et révolution violente*. Ce que disait Lénine de «l'opportunisme»: la tendance à éluder la question de l'attitude envers l'Etat, a conduit à la déformation du marxisme et à son total avilissement, s'applique totalement à L.O. qui maintient toujours le plus grand flou sur cette question centrale.

(6) Dès le 21 juin, c'était la revendication commune des 7 syndicats, diffusée sous forme de pétition. cf www.cgt-psa-aulnay.fr/communique/motion-des-salaries-du-site-psa-aulnay

(7) Voir la déclaration de Mercier: www.youtube.com/watch?v=ZvOdXm0vaX4. Jean-Pierre Mercier est Délégué Syndical CGT d'Aulnay et Délégué Syndical Central adjoint CGT du groupe PSA. Il est aussi porte-parole Ile-de-France de Lutte Ouvrière et élu de cette organisation dans la majorité municipale de gauche à Bagnolet (avec une autre militante de L.O.).

(8) Communiqué de la CGT signé Mercier: «Pour la CGT, ce succès (!) est important car il démontre que c'est uniquement par des actions

collectives que les salariés peuvent peser sur le Gouvernement et la direction de PSA... Voir le texte sur le site internet de la CGT d'Aulnay: www.cgt-psa-aulnay.fr/communique/les-salaries-de-psa-aulnay-obtiennent-la-tenue-dune-table-ronde

(9) Voir l'interview de Mercier par l'hebdomadaire patronal *L'Usine Nouvelle* où il déclare que l'élection présidentielle est «le moment ou jamais pour se faire entendre!» Et dire que L.O. prétend sans rire ne pas avoir d'illusions sur les élections... www.usinenouvelle.com/article/psa-prepare-mois-apres-mois-la-fermeture-d-aulnay.N169011

(10) Déclaration lors du CCE de mi-novembre. cf www.humanite.fr/social-eco/peugeot-plus-de-4-000-postes-supprimees-en-france-48367

(11) Voir la vidéo des discours de Mercier et de Thibault sur le site de la CGT: www.cgt.fr/Meeting-de-la-CGT-devant-PSA.html

(12) Voir la vidéo du discours de Mercier lors de la manifestation du 18/2: www.cgt-psa-aulnay.fr/video/manifestation-et-prise-de-parole-du-18022012

LE COMMUNISME RÉVOLUTIONNAIRE ET L'ATTITUDE PAR RAPPORT AUX ELECTIONS

(Suite de la page 1)

létariat est de faire sauter la machine d'Etat de la bourgeoisie, de la détruire, y compris les institutions parlementaires, que ce soit celles des républiques ou celles des monarchies constitutionnelles.

5. Il en est de même des institutions municipales de la bourgeoisie, qu'il est théoriquement faux d'opposer aux organes de l'Etat. En réalité, elles font aussi partie du mécanisme gouvernemental de la bourgeoisie et doivent donc être détruites et remplacées par des Soviets locaux de députés ouvriers.

6. Le communisme se refuse donc à voir dans le parlementarisme une des formes de la société future; il se refuse à y voir la forme de la dictature de classe du prolétariat; il nie la possibilité de la conquête durable des Parlements; il se donne pour but l'abolition du parlementarisme. **Il ne peut dès lors être question de l'utilisation des institutions de l'Etat bourgeois qu'en vue de leur destruction.** C'est dans ce sens et uniquement dans ce sens que la question peut être posée.

*

7. Toute lutte de classe est une lutte politique, car elle est, en fin de compte, une lutte pour le pouvoir. Toute grève qui s'étend à un pays entier devient une menace pour l'Etat bourgeois et acquiert par là même un caractère politique. S'efforcer de renverser la bourgeoisie et de **détruire** l'Etat bourgeois, c'est soutenir une lutte politique. Créer un appareil **prolétarien, de classe**, quel qu'il soit, en vue de gouverner et de réprimer la résistance de la bourgeoisie, c'est conquérir le pouvoir politique.

8. La lutte politique ne se réduit donc nullement à une question d'attitude à l'égard du parlementarisme. Elle embrasse toute la lutte de classe du prolétariat, pour autant que cette lutte cesse d'être locale et partielle et tende au renversement du régime capitaliste en général.

9. La méthode fondamentale de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, c'est-à-dire contre son pouvoir d'Etat, est avant tout celle des actions de masse. Ces dernières sont organisées et dirigées par les organisations de masse du prolétariat (syndicats, partis, soviets), sous la conduite générale du Parti communiste, solidement uni, discipliné et centralisé. La guerre civile est une guerre. Dans cette guerre, le prolétariat doit avoir un bon corps politique d'officiers et un état-major politique efficace qui dirige toutes les opérations dans tous les domaines de l'action.

10. La lutte des masses constitue tout un système d'actions en développement continu qui prennent des formes toujours plus dures et conduisent logiquement à l'insurrection contre l'Etat capitaliste. Dans cette lutte de masse appelée à se transformer en guerre civile, le parti dirigeant du prolétariat doit, en règle générale, fortifier toutes ses positions légales, en faire des points d'appui secondaires de son action révolutionnaire et les subordonner au plan de la campagne principale, c'est-à-dire à la lutte des masses.

11. La tribune du Parlement bourgeois est

un de ces points d'appui secondaires. On ne peut en aucun cas invoquer contre l'action parlementaire le fait que le Parlement est une institution de l'Etat bourgeois. En effet, le Parti communiste n'y entre pas pour se livrer à une activité organique, mais pour aider les masses, de l'intérieur du Parlement, à détruire par leur action propre la machine d'Etat de la bourgeoisie et le parlement lui-même. (Exemples: l'action de Liebknecht en Allemagne, celle des bolcheviks à la Douma tsariste, à la «Conférence démocratique» et au «Préparlement» de Kerenski, à l'Assemblée Constituante, dans les municipalités; enfin, l'action des communistes bulgares).

12. Cette action parlementaire, qui consiste essentiellement à utiliser la tribune parlementaire à des fins d'agitation révolutionnaire, à dénoncer les manoeuvres de l'adversaire, à grouper autour de certaines idées les masses emprisonnées dans les illusions démocratiques et qui, surtout dans les pays arriérés, tournent encore leurs regards vers la tribune parlementaire, cette action doit être totalement subordonnée aux buts et aux tâches de la lutte extraparlamentaire des masses.

La participation aux campagnes électorales et la propagande révolutionnaire du haut de la tribune parlementaire ont une importance particulière pour la conquête politique des milieux de la classe ouvrière qui, comme les masses laborieuses rurales, sont restés jusqu'ici à l'écart de la vie politique.

13. Les communistes, s'ils obtiennent la majorité dans les municipalités, doivent: a) conduire une opposition révolutionnaire contre le pouvoir bourgeois central; b) s'efforcer d'aider par tous les moyens la partie la plus pauvre de la population (mesures économiques, création ou tentative de création d'une milice ouvrière armée, etc...); c) révéler en toute occasion les obstacles dressés par l'Etat bourgeois à toute réforme radicale; d) développer sur cette base une propagande révolutionnaire énergique sans craindre le conflit avec le pouvoir bourgeois; e) dans certaines circonstances, remplacer les municipalités par des soviets de députés ouvriers. Toute l'action des communistes dans les municipalités doit donc s'intégrer à leur activité générale pour le renversement de l'Etat capitaliste.

14. La campagne électorale ne doit jamais être une chasse au plus grand nombre possible de sièges parlementaires, mais une mobilisation révolutionnaire des masses sur les mots d'ordre de la révolution prolétarienne. La lutte électorale ne doit pas être le fait des seuls dirigeants du Parti, l'ensemble de ses membres doit y prendre part. Tout mouvement des masses doit être utilisé (grèves, manifestations, effervescence dans l'armée et la flotte, etc.); on établira avec ce mouvement un contact étroit. Toutes les organisations prolétariennes de masse doivent être mobilisées pour un travail actif.

15. Lorsque ces conditions, ainsi que celles qui sont contenues dans des instructions particulières, sont observées, l'activité parlementaire se trouve en complète opposition avec l'écoeurante politiciannerie des partis social-démocrates de tous les pays, dont

les députés vont au Parlement pour soutenir cette «institution démocratique» ou, dans le meilleur des cas, pour la «conquérir». Le Parti communiste ne peut admettre que l'utilisation exclusivement **révolutionnaire** du parle-

THÈSES SUR LE PARLEMENTARISME DE LA FRACTION COMMUNISTE ABSTENTIONNISTE

1. Le Parlement est la forme de représentation politique propre au régime capitaliste. La critique de principe que font ont les communistes marxistes du parlementarisme et de la démocratie bourgeoise en général démontre que le droit de vote ne peut empêcher que tout l'appareil gouvernemental de l'Etat ne constitue le comité de défense des intérêts de la classe capitaliste dominante. En outre, bien que ce droit soit accordé à tous les citoyens de toutes les classes sociales dans les élections aux organes représentatifs de l'Etat, ce dernier ne s'en organise pas moins en instrument historique de la lutte bourgeoise contre la révolution prolétarienne.

2. Les communistes nient carrément que la classe ouvrière puisse conquérir le pouvoir en obtenant la majorité parlementaire. Seule la lutte révolutionnaire armée lui permettra d'atteindre ses objectifs. La conquête du pouvoir par le prolétariat, point de départ de l'oeuvre de construction économique communiste, implique la suppression violente et immédiate des organes démocratiques qui seront remplacés par les organes du pouvoir prolétarien: les Conseils ouvriers. La classe des exploités étant ainsi privée de tout droit politique, le système de gouvernement et de représentation de classe, la dictature du prolétariat, pourra se réaliser. La suppression du parlementarisme est donc un but historique du mouvement communiste. Nous disons plus: la première forme de la société bourgeoise qui doit être renversée, avant la propriété capitaliste et avant la machine bureaucratique et gouvernementale elle-même, c'est précisément la démocratie représentative.

3. Ceci vaut également pour les institutions municipales et communales de la bourgeoisie qu'il est faux au point de vue théorique d'opposer aux organes de gouvernement, leur appareil étant en fait identique au mécanisme gouvernemental de la bourgeoisie. Le prolétariat révolutionnaire doit également les détruire et les remplacer par les Soviets locaux de députés ouvriers.

4. Alors que l'appareil exécutif militaire et politique de l'Etat bourgeois organise l'action directe contre la révolution prolétarienne, la démocratie constitue un moyen de défense indirecte en répandant dans les masses l'illusion qu'elles peuvent réaliser leur émancipation par un processus pacifique et que l'Etat prolétarien peut lui aussi prendre la forme parlementaire, avec droit de représentation pour la minorité bourgeoise. Le résultat de cette influence démocratique sur les masses prolétariennes a été la corruption du mouvement socialiste de la Deuxième Internationale dans le domaine de la théorie comme dans celui de l'action.

5. Actuellement, la tâche des communistes dans leur oeuvre de préparation idéologique et matérielle de la révolution est avant

mentarisme, à la manière de Karl Liebknecht, de Hoeglund et des Bolcheviks.

(Point II des Thèses de l'Internationale sur «Le Parti Communiste et le parlementarisme». Souligné dans le texte.)

tout de libérer le prolétariat de ces illusions et de ces préjugés répandus dans ses rangs avec la complicité des vieux leaders social-démocrates qui le détournent de sa voie historique. Dans les pays où le régime démocratique existe déjà depuis longtemps et s'est profondément ancré dans les habitudes des masses et dans leur mentalité tout comme dans celle des partis social-démocrates traditionnels, cette tâche revêt une importance particulière et vient au premier rang des problèmes de la préparation révolutionnaire.

6. Dans la période où la conquête du pouvoir ne se présentait pas comme une possibilité proche pour le mouvement international du prolétariat et où ne se posait pas non plus le problème de sa préparation directe à la dictature, la participation aux élections et l'activité parlementaire pouvait encore offrir des possibilités de propagande, d'agitation, de critique. D'autre part, dans les pays où la révolution bourgeoise est encore en cours et crée des institutions nouvelles, l'intervention des communistes dans les organes représentatifs en formation peut offrir la possibilité d'influer sur le développement des événements pour que la révolution aille jusqu'à la victoire du prolétariat.

7. Dans la période historique actuelle (ouverte par la fin de la guerre mondiale avec ses conséquences sur l'organisation sociale bourgeoise; par la révolution russe, première réalisation de la conquête du pouvoir par le prolétariat, et par la constitution de la nouvelle Internationale en opposition au social-démocratie des traîtres) et dans les pays où le régime démocratique a depuis longtemps achevé sa formation, il n'existe plus, au contraire, aucune possibilité d'utiliser la tribune parlementaire pour l'oeuvre révolutionnaire des communistes, et la clarté de la propagande non moins que la préparation efficace de la lutte finale pour la dictature exigent que les communistes mènent une agitation pour le boycottage des élections par les ouvriers.

8. Dans ces conditions historiques, le problème central étant devenu la conquête révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat, toute l'activité politique du parti de classe doit être consacrée à ce but direct. Il est nécessaire de briser le mensonge bourgeois qui veut que tout heurt entre les partis politiques adverses, toute lutte pour le pouvoir se déroule dans le cadre du mécanisme démocratique, à travers les élections et les débats parlementaires. On ne pourra y parvenir sans rompre avec la méthode traditionnelle qui consiste à appeler les ouvriers à voter - côte à côte avec les membres de la classe adverse -, sans mettre fin au spectacle de délégués du prolétariat travaillant sur le même terrain par-

(Suite en page 6)

THÈSES SUR LE PARLEMENTARISME DE LA FRACTION COMMUNISTE ABSTENTIONNISTE

(Suite de la page 5)

lementaire que ses exploiters.

9. La dangereuse conception qui réduit toute action politique à des luttes électorales et à l'activité parlementaire n'a été que trop répandue par la pratique ultraparlementaire des partis socialistes traditionnels. D'autre part, le dégoût du prolétariat pour cette pratique de trahison a préparé un terrain favorable aux erreurs des syndicalistes et des anarchistes qui dénie toute valeur à l'action politique et aux fonctions du parti. C'est

pourquoi les partis communistes n'obtiennent jamais un large succès dans la propagande pour la méthode révolutionnaire marxiste s'ils n'appuient pas leur travail direct pour la dictature du prolétariat et pour les Conseils ouvriers sur l'abandon de tout contact avec l'engrenage de la démocratie bourgeoise.

10. La très grande importance attribuée en pratique à la campagne électorale et à ses résultats, le fait que pour une période fort longue le parti lui consacre toutes ses forces et toutes ses ressources (hommes, presse, moyens économiques) concourt, d'un côté, malgré tous les discours publics et toutes les déclarations théoriques, à renforcer la sensation que c'est bien là l'action centrale pour les buts communistes et, de l'autre, provoque l'abandon presque complet du travail d'organisation et de préparation révolutionnaire,

donnant à l'organisation du parti un caractère technique tout à fait contraire aux exigences du travail révolutionnaire légal ou illégal.

11. Pour les partis qui, par décision de la majorité, sont passés à la IIIe Internationale, le fait de continuer l'action électorale interdit la sélection nécessaire; or, sans l'élimination des éléments social-démocrates, la IIIe Internationale manquera à sa tâche historique et ne sera pas l'armée disciplinée et homogène de la révolution mondiale.

12. La nature même des débats au parlement et autres organes démocratiques exclut toute possibilité de passer à la critique de la politique des partis adverses, à une propagande contre le principe même du parlementarisme, à une action qui dépasse les limites du règlement parlementaire. De la même manière il est impossible d'obtenir le mandat qui

donne le droit à la parole si l'on refuse de se soumettre à toutes les formalités établies par la procédure électorale. Le succès de l'escrime parlementaire ne sera que fonction de l'habileté à manœuvrer l'arme commune des principes sur lesquels se fonde l'institution elle-même et des astuces du règlement; de même, le succès de la campagne électorale se jugera toujours et uniquement sur le nombre de voix ou de mandats obtenus. Tous les efforts des partis communistes pour donner un caractère tout à fait différent à la pratique du parlementarisme ne pourront pas ne pas conduire à l'échec les énergies dépensées dans ce travail de Sisyphe.

La cause de la révolution communiste exige instamment qu'elles se dépensent au contraire sur le terrain de l'attaque directe du régime de l'exploitation capitaliste.

APERÇU SUR LA SYRIE (3) La domination française

Nous publions ici la suite de la partie de notre étude consacrée à la domination française sur la Syrie (sous la forme du «mandat» sur ce pays que l'impérialisme tricolore s'était fait attribuer par la Société des Nations en vertu des accords passés pendant la guerre avec le rival-allié britannique). Ce n'est pas un hasard si cette sanglante et sordide tranche d'histoire est généralement ignorée en France, ou passée sous silence comme un épisode de peu d'intérêt.

L'Etat français, lors de la **grande révolte**, y a pourtant concentré, comme nous l'avons vu, jusqu'à 50.000 soldats qui firent environ 6000 morts parmi les Syriens alors que les pertes de l'armée coloniale se montèrent à près de 2000.

Une brochure de propagande sur *«l'Oeuvre française en Syrie et au Liban»* publiée en 1931 éclaire crûment les raisons de cet engagement en montrant que l'impérialisme français y trouvait des **intérêts** certains: *«Intérêts matériels d'abord. En dehors même des raisons d'ordre international qui ont conduit les négociateurs de 1918 et 1922, en acceptant [sic!] le mandat, à faire attribuer à la France un rôle politique direct au Levant, il y a lieu de tenir compte du vaste champ que la mise en valeur et le développement économi-*

que des territoires placés sous son contrôle ont ouvert aux activités de ses nationaux. Dès à présent, les échanges entre les marchés français et syriens donnent chaque année un mouvement d'affaires de l'ordre de 300 millions de francs. Toute la pléiade de sociétés à capitaux français qui se sont reconstituées ou créées en Syrie et au Liban [suit l'énumération de celles-ci] représentent l'investissement d'une part de l'épargne française que l'on peut évaluer à 500 millions de francs. Encore à ce montant faudrait-il ajouter celui, difficile à chiffrer, des intérêts que représentent les agences ou comptoirs des grandes sociétés ou maisons françaises qui tels (...) la société Michelin, les Usines Renault, la société André Citroën (...) ont fondé des établissements en Syrie et au Liban (...). Sans même envisager les progrès que réserve l'avenir, l'importance actuelle de ces intérêts matériels, en même temps qu'elle témoigne de l'oeuvre accomplie par la France [...], suffirait à elle seule à légitimer le rôle politique que celle-ci a accepté [re-sic!] de jouer au Levant» (1)

La politique suit toujours, en dernière analyse, des intérêts économiques, ce sont les bourgeois eux-mêmes qui le reconnaissent, quand ils s'adressent à d'autres bourgeois...

Après la dépression due à l'échec des luttes et l'écrasement de la révolte du milieu des années vingt, le début des années trente vit un renouveau des conflits sociaux.

Les difficultés économiques causées par la crise capitaliste mondiale et la politique économique des autorités françaises, défavorable aux intérêts syriens, l'exode des paysans ruinés par une période de mauvais temps vers les villes, les baisses de salaire dans de nombreux secteurs qui dépassaient les 30% et l'augmentation du chômage (le nombre de chômeurs dans les villes est estimé à 150 000 au cours des années trente, soit de 15 à 20% des travailleurs), tout alimentait l'effervescence sociale et politique.

Dès 1930 éclatèrent plusieurs mouvements: manifestations à Alep contre l'augmentation du prix du pain, grève à Homs des ouvriers de la nouvelle usine textile, grève des tisserands à Damas, etc. Cette vague de luttes culmina avec la grande grève de milliers de tisserands à Alep en 1932, marquée par des affrontements, des pillages de magasins d'alimentation, etc. Commencée comme grève contre les patrons des entreprises artisanales, elle se transforma en un mouvement uni des tisserands et des patrons contre la politique tarifaire des autorités françaises qui facilitait la concurrence des textiles étrangers, japonais en particulier.

Les bourgeois nationalistes n'eurent pas trop de difficultés pour récupérer à leur profit le mécontentement social généralisé à cette époque (qui se manifestait aussi par des mouvements étudiants), le Parti Communiste n'ayant ni la force ni surtout la volonté de leur disputer leur influence sur les masses prolétariennes et paysannes.

Nous avons vu que le programme du PCS de 1931, s'il ne reculait pas devant des proclamations creuses sur «l'établissement du système socialiste» dans la Syrie économiquement et socialement arriérée, conformément à la logomachie de la période dite «ultra-gauche» de l'Internationale stalinienne, établissait un «plan d'action» se militant à demander des **réformes** à l'Etat colonial et évacuant toute perspective de lutte révolutionnaire. En dépit de ses dénonciations de la politique de compromis du «Bloc National» avec l'impérialisme français, ce «plan

d'action» représentait un alignement de fait sur les forces bourgeoises dominantes dans le pays, alignement qui contenait déjà le futur alignement sur l'impérialisme et la renonciation ouverte, non seulement à la lutte pour l'indépendance de classe du prolétariat, mais même à la seule révolution bourgeoise et anticoloniale!

C'est ainsi qu'à l'été 1935, c'est le «Bloc National», ce rassemblement des organisations bourgeoises les plus importantes, qui organisa pendant plusieurs mois un boycott de la Compagnie d'Electricité qui réussit à lui faire baisser ses tarifs.

En novembre-décembre de grandes manifestations en Egypte obligèrent les Britanniques à rétablir la Constitution; suivis avec enthousiasme par les jeunes et les nationalistes, les événements d'Egypte susciterent un regain d'effervescence parmi les masses opprimées.

En janvier 1936, les troupes françaises réprimèrent dans le sang des manifestations étudiantes, faisant 6 morts à Damas, 3 à Homs. Le Bloc National, après avoir hésité, appela le 27 janvier à une grève générale illimitée *«jusqu'au rétablissement de l'ordre constitutionnel»* (sic!): la grève qui avait éclaté spontanément non pas pour l'ordre constitutionnel mais contre la domination et la répression coloniales, était en réalité déjà suivie à Damas depuis plusieurs jours par les étudiants, commerçants, fonctionnaires et ouvriers. S'étant étendu à d'autres villes, le mouvement dura 6 semaines en dépit d'un côté des tentatives du Bloc pour la terminer rapidement et de l'autre côté, de l'établissement de la loi martiale et de la répression sanglante infligée par les Français qui fit plusieurs morts et des milliers d'arrestations.

En protestation contre la loi martiale imposée à Damas et ailleurs, une grève générale eut lieu à Beyrouth et d'autres villes libanaises, en même temps que des collectes étaient organisées pour le comité de grève de Damas. Des manifestations et des grèves de solidarité eurent aussi lieu en Palestine (souvent appelée alors par les nationalistes arabes «Syrie méridionale»): le succès de la grève syrienne fut sans aucun doute un encouragement à la grève générale qui allait y éclater quelques mois plus tard contre la

domination britannique.

Finalement, 43 jours après son déclenchement, la grève se termina à l'appel du B. N. après que les Autorités coloniales aient accepté de libérer tous les prisonniers et d'entamer des négociations à Paris sur l'accession de la Syrie à l'indépendance.

Dirigé par des notables (propriétaires terriens, commerçants, avocats, chefs religieux, etc.), le Bloc National n'était en rien révolutionnaire; son objectif était une *«collaboration honorable»* avec les Français. Nous avons déjà signalé que le traité finalement conclu avec le nouveau gouvernement de Front Populaire qui avait pris ses fonctions à Paris en juin 36, préservait les intérêts essentiels de l'impérialisme français, à commencer par la reconnaissance de la partition de la Syrie pour constituer l'Etat libanais. Mais pour le PCS, il n'était plus question d'accuser le B. N. de trahison comme en 1930: il expliquait que cela avait été du *«sectarisme»*! Fidèle à l'orientation antifasciste décidée par l'Internationale, le PCS, maintenant légal, soutint donc le traité signé avec la *«France démocratique»*; et lorsqu'après le refus du gouvernement français de faire ratifier ce traité, les dirigeants du B. N. offrirent en 1937 de nouvelles concessions à l'impérialisme français, suscitant des manifestations de protestation de la frange la plus radicale des nationalistes, le PCS, lui, approuva ces concessions!

A l'approche de la guerre mondiale, le parlement syrien élu en 1936 fut dissous par les Français qui rétablirent l'administration directe par le «Haut Commissaire», interdisant à nouveau, au passage, le PCS.

En juin 1941 l'invasion des Alliés dans la région, permit aux *Forces Françaises Libres* de de Gaulle de s'installer au Liban et en Syrie après avoir destitué les responsables liés au gouvernement de Pétain.

Elles promirent aussitôt d'accorder l'indépendance, mais elles continuèrent en réalité la politique répressive traditionnelle de l'impérialisme français, en particulier contre les grèves et les manifestations provoquées par les baisses de salaires et la hausse des biens de première nécessité. En février 43 une grève de 5 jours contre la hausse du prix du pain fut organisée par les nationalistes;

les promesses des autorités n'ayant pas été suivies d'effet, une nouvelle grève éclata le 20 mars qui dura 7 jours et s'accompagna de scènes d'émeutes. La répression par les troupes coloniales fut sanglante: 7 morts. Devant le risque d'une révolte généralisée, les dirigeants de la «France Libre» décidèrent à contrecœur le rétablissement des libertés politiques, la tenue d'élections et le fonctionnement d'institutions locales représentatives.

A cette occasion, comme lors de son second Congrès tenu la même année, le PCS fit tous ses efforts pour gommer le moindre aspect socialiste et se présenter comme un parti purement national.

Animé de la même ferveur patriotique que ses collègues stalinien européens, Bagdache écrivait ainsi: *«Nous assurons le capitaliste national, le propriétaire d'usine nationale que nous ne regardons pas avec envie ou avec haine son entreprise nationale. Au contraire, nous désirons son progrès et sa croissance vigoureuse. Tout ce que nous demandons c'est l'amélioration des conditions de l'ouvrier national (...). Nous assurons le propriétaire terrien que nous ne demandons ni ne demanderons pas la confiscation de sa propriété (...). Tout ce que nous demandons c'est de la compassion pour le paysan et l'allègement de sa misère» (1).*

Devenu partisan fanatique de l'union sacrée avec les impérialismes occidentaux après la rupture de l'alliance de l'URSS avec l'Allemagne, le PCS décida un moratoire des grèves pendant la durée de la guerre. Lors de son Congrès de décembre 43, il adopta un programme strictement démocratique bourgeois particulièrement modéré (2); fait significatif par exemple toute idée de réforme agraire en était absente et il n'était évidemment pas question de lutte contre les grands propriétaires fonciers absentéistes qui maintenaient les paysans sans terre dans une misère abjecte. Commentant ce programme, Bagdache écrivait: *«Nous ne sommes pas d'abord un parti de réforme sociale. [C'est là une caractéristique] qui nous a été attribuée par des gens qui voudraient nous reléguer à la marge de la vie nationale de façon à garder pour eux tout le mouvement national (...). [Le Parti Communiste Syrien]*

Suplemento N° 15 Enero de 2012 al N. 49 de «el programa comunista» En este suplemento:

- Elecciones en España: donde la democracia tiene su cielo el proletariado encuentra su infierno.
 - Indignados ... Pero ¿qué futuro?
 - Revuelta de inmigrantes en Lampedusa
 - El capitalismo mundial en la curva de la crisis.
 - Represión en Correos.
 - Portugal: el proletariado aplastado por la crisis y la acción oportunista del colaboracionismo sindical
 - El régimen marroquí asesina de nuevo a saharauis con la complacencia de los imperialismos europeos y norteamericano.
 - Contra los despidos, los recortes y la ofensiva anti proletaria de la burguesía.
 - Solidaridad proletaria con la lucha de los trabajadores de la escuela
- Precio: Europa: 1 €. América del Norte: US \$ 1. América Latina: US \$ 0,5

est par dessus tout et avant toute autre considération un parti de libération nationale, un parti de la liberté et de l'indépendance».

Tout était dit! Sur cette base nationaliste, à la fin de la guerre et lors des premières années de l'indépendance, le PCS était devenu l'un des plus grands partis du pays, en dépit de la concurrence que lui faisait un nouveau venu, le parti Baas de Michel Aflak (ancien «compagnon de route») qui l'accusait de compromission avec l'impérialisme, français en particulier. Mais son approbation en 1947 de la décision russe de soutenir la partition de la Palestine et la création de l'Etat colon Juif, fit disparaître instantanément son audience auprès des masses petites-bourgeoises nationalistes. En novembre 47 le siège du PCS à Damas était incendié par des manifestants, le parti lui-même étant interdit l'année suivante, au moment où l'armée syrienne entra en guerre, aux côtés des autres armées arabes, contre les soldats israéliens.

Il serait fastidieux et sans grand intérêt de suivre l'histoire de ce parti dans les années qui suivirent. Complètement étranger au mouvement ouvrier, ce rejeton particulièrement répugnant de la contre-révolution stalinienne, fut tantôt réprimé, tantôt soutenu par les différents gouvernements, selon l'état de leurs relations avec Moscou. Dirigé après la mort de Bagdache en 1995 par la femme de celui-ci puis par son fils, il s'est complètement subordonné au système politique dictatorial du clan Assad depuis 1972 (il a un ministre au sein du gouvernement actuel) dont il applaudit la sanglante politique répressive (4).

L'implantation du marxisme en Syrie devra se réaliser dans la lutte contre les toute néfastes traditions du stalinisme.

* * *

Avant de clore ce chapitre sur la domination française, il nous faut dire un mot sur l'action du Parti Communiste Français, dont le rôle a été important, tant sur l'orientation du petit parti syrien, que sur l'attitude de la classe ouvrière de la métropole par rapport à l'entreprise coloniale en Syrie.

Né dans la confusion politique, le PCF était inévitablement pénétré des préjugés coloniaux répandus dans le vieux parti socialiste. Au IVe Congrès de l'Internationale Communiste (novembre-décembre 1922), il fut critiqué à ce sujet et une motion de sa section algérienne de Sidi-Bel Abbès appelant à ne pas abandonner «notre colonie» fut violemment dénoncée. Conformément à la décision du Congrès, une «commission coloniale» est mise en place pour organiser le travail anticolonialiste du parti. Cependant au Ve Congrès (juin-juillet 1924) le PCF fut encore sévèrement critiqué pour la faiblesse de son action dans ce domaine (5). Les choses vont commencer à changer l'année suivante lorsque le parti s'engage dans une campagne d'agitation contre la guerre du Rif (au Maroc), et, accessoirement, contre les actions militaires en Syrie. Pourtant en octobre 1925 le Parti Communiste Syrien demandait, dans une lettre officielle à une Conférence nationale du PCF, ce qu'avait fait le parti pour soutenir la lutte en Syrie (6). Au cours des années suivantes l'action anticoloniale passée du PCF fut régulièrement condamnée pour son insuffisance par les nouveaux dirigeants nommés à la suite des purges et des tournants, jusqu'au virage des années trente où, après la victoire de Hitler en Allemagne, le mouvement stalinien international s'aligna sur l'impérialisme occidental.

Le PCF abandonna alors toute idée de lutte et d'agitation anticolonialiste parmi les prolétaires de France pour revenir à la défense chauvine de «nos colonies»: les orientations de la section de Sidi-Bel-Abbès expulsées avec fracas en 1922 l'avaient définitivement emporté et le PCF s'efforça de «convaincre» - y compris par la force (7) - les populations colonisées des bienfaits de l'union avec la France.

Cette criminelle politique social-impérialiste ne put que s'accroître encore pendant et après la guerre. C'est ainsi que le général français responsable du bombardement de Damas en 1945 qui fit des centaines de morts civils, sympathisait avec le PCF, parti auquel

il adhéra d'ailleurs quelques mois plus tard, sans que ce dernier lui fasse le moindre reproche (8). Il est vrai qu'à la même époque le PCF ne condamna pas non plus les massacres de Setif qui firent peut-être 15000 morts, les mettant même sur le compte de «provocateurs fascistes»...

(A suivre)

(1) cf «Le mouvement syndical au Liban. 1919-1946». Ed. Sociales 1970, p; 72-73.

(2) cf T. et J. Ismaël, «The Communist Movement in Syria and Lebanon», Florida 1998, p. 32. La citation suivante se trouve p. 33.

(3) Lors de ce Congrès il fut aussi décidé la partition de l'organisation en un Parti Communiste Syrien et un Parti Communiste Libanais; cependant il fallut encore plusieurs années pour que cette séparation devienne effective. Le troisième Congrès n'eut lieu que... 26 ans plus tard, en 1969!

(4) Les stalino-nationalistes de l'URCF (dissidents du PCF) ont publié sur leur organe, Initiative Communiste n°102 (janvier-février

2011), un article dithyrambique sur le 11e Congrès du PCS de l'automne 2010: «Un grand Congrès pour un grand Parti». On y apprend entre autres que la paix et la concorde régnaient alors en Syrie à la différence de l'Egypte en proie aux troubles politiques et sociaux; ou que le pays est devenu indépendant «en grande partie» grâce au PCS, etc. Et si ce dernier fait partie depuis 1972 du Front National formé par le «Baathiste de gauche» (sic!) Hafez El-Assad quand il est arrivé au pouvoir, c'est «en vue de l'accomplissement de la révolution démocratique». Quarante ans après, cette révolution démocratique semble avoir progressé avec lenteur puisque le PCS en est encore à demander «le droit de grève pour les ouvriers» que les colonialistes français avaient dû concéder dans les années trente... cf urcf.net/IMG/pdf/IC_no102_integral.pdf

(5) «Je me permets encore de demander aux camarades français dans quels documents ils ont proclamé le droit de séparation des colonies» pouvait ainsi dire le rapporteur sur la question nationale (Manouilsky) aux délégués du PCF.

(6) «Camarades, nous n'attendons pas de votre conférence uniquement de l'agitation et de la propagande en faveur de la libération des

colonies, nous en attendons une aide réelle et concrète. Nous nous adressons à vous, nous vous demandons de nous aider, de nous aider immédiatement, sans retard aucun. (...) Voilà bientôt trois mois que des batailles incessantes se livrent en Syrie; chaque jour de nouveaux détachements français arrivent dans ce pays. Voilà déjà trois mois que tout l'Orient opprimé attend avec une impatience fiévreuse le secours de ses alliés, les prolétaires avancés d'Europe; trois mois que les Arabes cherchent à se mettre en liaison avec vous, et mènent une lutte héroïque et sanglante. Que la conférence songe à ce qu'à fait le parti français pendant ces trois mois». Cahiers du Bolchevisme n°30, 1/11/1925. Cité dans Jacob Moneta, «Le PCF et la question nationale», Ed. Maspero 1971, p. 75.

(7) Rappelons les appels du PCF à la répression de l'Etoile Nord-Africaine de Messali Hadj, que le gouvernement du Front Populaire exauça en interdisant cette organisation algérienne pour «agitation séparatiste» en février 1937.

(8) cf Maxime Rodinson, «Marxisme et monde musulman», Ed. du Seuil 1970, p. 341. Membre du PCF, Rodinson était alors au Liban en contact avec les dirigeants du PC Syrien.

Correspondance

Petroplus (Petit-Couronne): Le «Produisons français» contre la lutte de classe

L'INTERSYNDICALE SE COUCHE DEVANT SARKOZY

C'est dans le cadre de la recherche d'un «repreneur» et d'appel au gouvernement et aux candidats à la présidentielle que se déroule la lutte des ouvriers de la raffinerie de Petroplus de Petit-Couronne, qui depuis décembre sont en grève et occupent le site.

En décembre et janvier, les stocks restant de pétrole brut ont continué à être raffiné, avant que les différentes unités de production soient mises à l'arrêt progressivement. Les stocks de produits raffinés, d'une valeur de 200 millions d'euros, sont bloqués et les travailleurs surveillent les installations pour éviter les accidents.

De nombreuses actions ont été menées à destination d'autres entreprises, en particulier une manifestations devant l'entrée de l'usine Renault-Cléon, mais aussi des manifestations dans Rouen ou des blocages de péage en commun avec les travailleurs d'une usine de pâte à papier menacée de fermeture. Malgré cette grève et ces actions, la seule perspective offerte par l'intersyndicale aux ouvriers de Pétroplus reste de trouver un nouveau patron pour les exploiter

Lors de sa visite sur le site de la raffinerie, le 10 février, Thibault n'a pas eu un mot pour l'extension de la lutte des raffineurs vers les autres usines. Il s'est contenté d'une vague critique de la politique gouvernementale et il n'a pu offrir comme revendication que le développement de «l'emploi à partir d'outils industriels performants» et un «pouvoir [des salariés] pour intervenir dans la gestion des entreprises» (1). En clair, la défense de l'industrie française et le renforcement de la collaboration de classe. Pour les ouvriers de Pétroplus, la seule perspective offerte par la CGT est de trouver un

* * *

La Basse-Seine fait partie des principales régions industrielles françaises, avec une forte présence de la pétrochimie, de l'activité portuaire et de l'automobile. Ces secteurs sont fortement touchés par les restructurations capitalistes et les plans de licenciements se multiplient.

Le 27 décembre, le groupe Pétroplus a annoncé aux travailleurs qu'il ne pouvait plus acheter de pétrole brut sur les marchés pour ses raffineries, car les banques refusaient de lui accorder le moindre crédit. Le groupe a alors annoncé que trois de ses raffineries (Petit-Couronne près de Rouen, Anvers en Belgique et Cressier en Suisse) seraient arrêtées à partir du lundi 2 janvier jusqu'à une date indéterminée. Le site de raffinage de Petit-Couronne (près de Rouen) était déjà sous le coup d'un projet de plan social menaçant 120 emplois. L'usine de Petit-Couronne a été rachetée à Shell par la firme suisse Pétroplus en 2008. Ce groupe, créé en 1993, a racheté peu à peu la plupart des sites dont les groupes du pétrole ne voulaient plus. Pour les travailleurs de Petit-Couronne, il est évident que leur site est menacé de fermeture. Ce sont les 550 travailleurs de Pétroplus qui risquent de perdre leur emploi, sans compter le millier de salariés des entreprises sous-traitantes qui interviennent régulièrement dans la raffinerie.

Les travailleurs du site de Petit-Couronne ont donc décidé de se mettre en grève et de bloquer les expéditions des produits fabriqués: essence, gazole, fuel et huiles.

PÉTROPLUS : SYMBOLE DE LA BATAILLE DE L'AUTOMNE 2010... ET DE SES LIMITES

Les travailleurs de Pétroplus avaient, comme les autres raffineurs, fait preuve d'une forte combativité lors des grèves de l'automne 2010 contre la «réforme» des retraites. Ils étaient restés pendant des semaines en grève illimitée. Dans toute l'agglomération rouennaise, les raffineurs étaient vus comme le fer de lance des grèves contre l'attaque gouvernementale.

Malheureusement, cette grève était restée isolée, malgré les efforts de certaines équipes syndicales combattives. L'Union départementale s'était contentée d'un appel timide à «l'ensemble des salariés à débattre

«repreneur» (2). Cette perspective passe par des «négociations» avec Besson, le ministre de l'industrie, et avec Sarkozy.

Fin février, la CGT semble avoir obtenu ce qu'elle voulait. Sarkozy est venu à Petit-Couronne, et a annoncé aux ouvriers que grâce à son accord avec Shell, il y aurait «du boulot pour six mois» et qu'«Il faut maintenant que l'on se batte pour le plus difficile, qui est le repreneur» (3). La déclaration du représentant de l'intersyndicale, dominée par la CGT, est sans ambiguïté: «A nous maintenant de montrer que notre raffinerie est viable et qu'elle a les meilleurs rendements» (4). C'est une autre façon de dire: «retrouvez vos manches!»; les prolétaires doivent montrer - à qui, sinon évidemment aux capitalistes? - qu'ils peuvent se faire exploiter encore plus qu'avant, qu'ils peuvent produire plus de profits pour les patrons, et les syndicats seront là pour garantir au maximum cette exploitation. Nouvelle preuve, s'il en fallait, qu'en se plaçant uniquement sur le terrain de la défense de l'entreprise, de la compétitivité de la lutte contre les concurrents, les syndicats tricolores trahissent les intérêts de classe des prolétaires.

On comprend donc facilement pourquoi l'Union départementale CGT a laissé Sarkozy parler à Petroplus sans organiser la moindre protestation. A posteriori, elle a raconté un gros mensonge en voulant faire croire qu'elle avait appelé à un meeting contre les licenciements au quotidien régional Paris-Normandie à plusieurs kilomètres de Petit-Couronne. Lutte Ouvrière a dénoncé cette annonce de Sarkozy et de Shell comme de la poudre aux yeux qui ne garantit en rien le maintien des emplois. Mais pas un mot sur l'aplatissement total de la bureaucratie CGT devant Sarkozy (5). La réaction du NPA local a été plus critique. Il dénonce «le silence des responsables politiques et de quelques syndicalistes informés bien en amont de cette venue "surprise", évitant toute mobilisation sérieuse, [ce qui] n'a servi au final qu'à dérouler le tapis rouge au candidat président, se présentant comme "l'ami des ouvriers"» (6). Naturellement, cette critique évite de dire que cette stratégie de lobbying sur Sarkozy est celle de toute la bureaucratie syndicale et qu'elle n'a été nullement combattue par les soi-disant «anticapitalistes». Suivisme quand tu nous tiens...

Nous reproduisons ci-dessous le texte diffusé fin janvier sur cette lutte.

* * *

grève à des méthodes de «blocage de l'économie» qui isolent les travailleurs combattifs de leur lieu de travail et donc de ceux qu'ils devraient convaincre de se mettre en grève. Le blocage du dépôt d'hydrocarbures Rubis était devenu un symbole de ce «blocage»: les grilles étaient tenues» par les grévistes avant d'être «libérées» par les CRS, et ainsi de suite... Pendant ce temps, les grévistes de Pétroplus restaient enfermés dans leur usine sans que les syndicats ne cherchent à étendre la grève aux autres usines de la chimie.

Partageant au fond la même orientation que les bonzes syndicaux, cette AG diffusait des illusions sur ceux-ci en présentant l'intersyndicale comme favorable à l'extension des grèves, et en proclamant par exemple: «renforcez le mouvement, mutualisons nos forces! L'intersyndicale vous y invite». (9) De plus, «l'AG intersyndicale» diffusait la même idéologie réformiste que les direction syndicales en mettant en avant «la question essentielle de la répartition des richesses produites dans le pays» et «Le fait qu'une infime minorité s'accapare le profit tiré du travail de l'immense majorité n'est pas un phénomène inéluctable, c'est un choix politique, une question de société» (10). Discours typiquement réformiste pour lequel le problème n'est pas l'exploitation capitaliste mais les «choix» faits par le gouvernement de la répartition des fruits de cette exploitation, choix qui peuvent être changés par les luttes... ou les élections.

(Suite en page 8)

Correspondance

Petroplus (Petit-Couronne): Le «Produisons français» contre la lutte de classe

(Suite de la page 7)

Les difficultés de la lutte actuelle ont leurs racines dans cette orientation réformiste qui empêche les travailleurs de placer leur lutte sur le seul terrain efficace: celui de la lutte de classe.

LA BONZERIE SYNDICALE SOUS LES PLIS DU DRAPEAU TRICOLORE

La grève est dirigée par une intersyndicale CGT-CFDT-CGC, largement dominée par la CGT. La ligne défendue par la CGT de l'entreprise mais aussi (et surtout) par l'Union départementale et les Unions locales est franchement cocardière et interclassiste. La principale revendication mise en avant est un appel à une intervention de l'Etat capitaliste qui devrait «mettre sous contrôle public toute les industries servant l'intérêt général» (11).

Une invitation a été faite aux candidats à la présidentielle sauf Marine Le Pen. Le bulletin de l'UD a publié fièrement ces «soutiens politiques»: Poutou, Dupont-Aignan, Morin, Mélenchon, Hollande (12). C'est semer des illusions sur la nature des politiciens bourgeois et petit-bourgeois venus pêcher des voix, mais c'est également conforme à la volonté de mener une politique d'«union sacrée» chauvine et anti-ouvrière.

Cette ligne est clairement défendue au niveau local. Le tract de l'intersyndicale pour le 18 janvier proclame fièrement «Nous avons des pistes et des leviers pour redynamiser l'économie du pays et en Normandie avant de chiffrer les importations de pétrole et de proposer «une production de biocarburant à partir du bois». Pour leur part, les UL de Dieppe et Elbeuf publient sur leur site Internet un communiqué qui se termine par un «Tous ensemble nous sauverons Petroplus et gagnons la bataille du Produire français!». Cela se traduit également dans les faits par le blocage du terminal Rubis pour «dénoncer l'arrivée de carburants prêts à l'emploi directement importés sans passer par la case raffinage en France» (13).

Cette politique est un frein à l'extension nécessaire de la lutte aux autres raffineries en France et ailleurs. Un communiqué national de la CGT véhicule également ce chauvinisme en écrivant que «La fermeture de la raffinerie serait une catastrophe que ce soit sur le plan de notre indépendance énergétique, économique et sociale. Il est à penser que si nos besoins en terme de produits finis ne viennent que de l'importation une forte hausse à la pompe se fera sentir» (14). Dans ce cas, le chauvinisme le dispute à la bêtise et au mépris pour les prolétaires en grève: le communiqué confédéral ne sait pas écrire le nom de l'entreprise (PETRO+ au lieu de Petroplus) et se trompe même sur le nom de la commune sur laquelle elle se trouve (Grand-Quevilly au lieu de Petit-Couronne). La bureaucratie CGT se moque totalement de la lutte des prolétaires de Petroplus et de leur sort! En bon syndicat tricolore, elle est préoccupée surtout pas la «réindustrialisation» du pays et la défense de son «indépendance énergétique» (15) garantie par des importations de pétrole ou d'uranium pour l'industrie nucléaire.

LES LÈCHE-BOTTES DE L'EXTRÊME-GAUCHE

Les différents groupes trotskistes se sont intéressés à cette lutte, mais ils se sont tous inscrits dans le cadre nationaliste et interclassiste fixé par la CGT.

Le NPA est depuis longtemps implanté dans la région rouennaise, implantation renforcée à la fin des années 1990 par l'intégration dans la LCR de la section locale de Lutte Ouvrière. Ce NPA – situé à gauche de cette auberge espagnole – met en accusation «des spéculateurs financiers, des banquiers ou des actionnaires ont le pouvoir de vie et de mort sur des entreprises et sur des milliers de salariés en décidant ou non de financer» (16), c'est-à-dire non pas les capitalistes mais la maléfique finance qui menace d'abord les

«entreprises». Il avance une revendication très proche de celui de la CGT: la «réquisition» (par qui?) de «l'ensemble des multinationales du secteur énergétique pour constituer un grand service public de l'énergie sous le contrôle des salariés et de la population» (17), en fait, puisque nous restons sous le capitalisme, pour créer un monopole capitaliste sur l'énergie! L'objectif étant de «réorienter l'économie vers la satisfaction des besoins prioritaires de la société» (18); la société étant celle d'aujourd'hui, la société du capital, cet objectif n'est rien d'autre que le **bon fonctionnement du capitalisme** qui, selon tous les réformistes est le maximum souhaitable pour les exploités. Mais d'autre part cette redoutable «réquisition» ne devrait avoir lieu – soyons raisonnable! – que «si le repreneur ne convient pas ou bien s'il n'y en a pas» (19). On croirait entendre n'importe quel bonze syndical.

Cependant, pour marquer son territoire, le NPA gauchit les revendications syndicales sur la participation des syndicats à la gestion des entreprises et «exige» «la levée du secret bancaire et le contrôle par les travailleurs des comptes des entreprises, ainsi que de ceux de leurs dirigeants et actionnaires» (20).

Comme la CGT, le NPA n'appelle pas à une extension de la grève mais à une mobilisation interclassiste «non seulement de celles et ceux de Petroplus mais aussi des entreprises et de la population environnantes» car «l'enjeu est important non seulement pour les salariés du site concerné mais pour toutes les entreprises (sic) qui en dépendent, les commerces, la mairie de Petit-Couronne» (21).

Il met donc en avant «des actions de solidarité avec les Petroplus: blocage des produits raffinés, journée ville morte, mobilisation à l'échelle de toutes les raffineries...» (22) et des «actions répétées, efficaces, coordonnées des travailleurs et de la population» (23), sans concrètement parler d'extension de la grève: comment le faire lorsqu'on se place dans la perspective interclassiste d'actions coordonnées avec la «population», c'est-à-dire toutes classes confondues? Et lorsque le NPA dénonce le chauvinisme, ce n'est pas celui de la CGT mais celui de son rival Mélenchon et du PCF.

Lutte Ouvrière ne se prostitue pas sur le terrain du nationalisme mais son suivisme est, comme d'habitude, honteux. Nathalie Artaud dans sa prise de parole devant l'assemblée générale des grévistes ne se prononce pas pour la taxation des importations, mais déclare: «Je ne discuterais pas de cela» et cela aurait «plus d'inconvénients que d'avantages» (24)! On a connu LO plus expressive lorsqu'il s'agit de dénoncer le nationalisme des peuples opprimés!

Nathalie Artaud n'a à proposer qu'une dénonciation des «trusts» et en particulier de Shell, l'ancien propriétaire de la raffinerie. L'hebdomadaire est plus clair sur son projet réformiste et interclassiste: «Le seul objectif qui offre une issue et autour duquel tous les salariés ont intérêt à se retrouver est l'interdiction des licenciements, quitte à répartir le travail entre tous sans diminuer les salaires. Les fonds pour financer tout cela existent, à condition de puiser dans les sommes extravagantes que les États ont livrées au monde de la finance sous prétexte de sauver les banques et qui ne servent qu'à financer la spéculation. L'écrasante majorité de la société, et pas seulement les travailleurs, aurait intérêt à ce que ces sommes soient consacrées au maintien et même au développement de l'emploi» (25).

Perspective typiquement petite-bourgeoise de front anti-monopoliste où le prolétariat est noyé dans «le peuple» (et où un appel au pied ouvert est même fait à certains secteurs bourgeois), repoussant à un avenir très lointain le socialisme puisqu'il serait possible de résoudre les problèmes sociaux simplement en s'attaquant à la «spéculation»!

Logiquement, ce front commence par une union avec les réformistes défenseurs du capitalisme tricolore: «Avec tous les militants et les travailleurs de Petroplus, la discussion a été chaleureuse et animée parce que d'emblée, il était clair que la discussion se faisait entre militants du même camp, de la même classe sociale, même si l'on n'est pas d'accord sur tout» (26).

POUR ÉTENDRE LA GRÈVE ET GAGNER, IL FAUT ROMPRE AVEC LE COLLABORATIONNISME!

L'orientation des bonzes syndicaux et le suivisme de leurs supplétifs d'«extrême» gauche ne peut que conduire les travailleurs à la défaite. Pourtant le cas de Petroplus n'est pas isolé, tous les travailleurs du secteur sont menacés; les bourgeois ne cessent d'affirmer que l'industrie du raffinage n'est plus rentable en Europe, ou qu'il existe une «surcapacité» de 10 à 20%, préparant ainsi les esprits aux attaques contre ces prolétaires. Déjà les travailleurs de la raffinerie Lyondellbasel de l'étang de Berre ont été touchés, après ceux des raffineries de Dunkerque (Total) et Reichstett (Petroplus) qui ont été fermées. Mais en fait dans de nombreux secteurs les licenciements sont de plus en plus nombreux dans la région et dans tout le pays où des entreprises ferment ou sont mises en faillite comme ces jours-ci Lejaby ou Seafrance: c'est toute la classe ouvrière qui se trouve et se trouvera confrontée à la dégradation de ses conditions de vie et de travail, à une aggravation de son exploitation et aux licenciements, pour sauver la santé du capitalisme. Devant cette attaque globale, il n'y aura d'autre solution pour les prolétaires qu'une riposte globale impliquant le retour à la lutte de classe ouverte et générale, dépassant les limites d'entreprise et de catégorie et complètement indépendante des intérêts de l'entreprise, de l'économie régionale ou nationale.

Dans cette perspective, la lutte actuelle des travailleurs de Petroplus ne peut être victorieuse qu'en recherchant la solidarité active, non du «peuple» ou des politiciens bourgeois, mais des autres travailleurs, par son extension aux autres entreprises du secteur et d'autres secteurs frappés par le capitalisme.

Cela implique des positions et des méthodes de classe en rupture avec le collaborationnisme, sa religion du service public, son culte de «l'Etat social» et sa défense de l'économie nationale au nom d'un prétendu intérêt général qui ne sert qu'à camoufler l'intérêt du capital et qui se traduit toujours par la stérilisation et le dévoiement des luttes.

(1) «Bernard Thibault à Petroplus le 10 février 2012» et «Vidéo: Intervention de Bernard Thibault devant Petroplus», sur le site de l'UL CGT de Dieppe - (2) Ensemble, N°45, février 2012 - (3) «Petroplus: Sarkozy annonce que "c'est signé" avec Shell», liberation.fr, 24 février. Dans le cadre de ce contrat - temporaire - la raffinerie devrait recommencer à fonctionner à la fin du mois de mai. - (4) «Un contrat ponctuel avec Shell redonne espoir aux salariés de Petroplus», lemonde.fr, 20 février, 2012 - (5) «Shell et Petroplus - Une aumône le temps d'une élection», Lutte Ouvrière, 2 mars 2012 - (6) Bulletin du Comité NPA Renault Cléon, 2 mars 2012 - (7) Tract de l'UD CGT «Après le 2 octobre, haussons le ton» - (8) Bulletin de mobilisation de l'agglomération rouennaise, n°2, 20 octobre 2010 - (9) Bulletin..., n°7, 27 octobre 2010 - (10) Bulletin..., n°10, 4 novembre 2010 - (11) Info luttés, 18 janvier - (12) Info luttés, 9 janvier - (13) Info luttés, 9 janvier - (14) «La CGT de Seine-Maritime lance une motion de soutien», www.cgt.fr, 13 janvier - (15) Ibidem - (16) Tract NPA 76 «Avec ou sans Petroplus, la raffinerie doit vivre avec tous ses emplois» - (17) Tract NPA 76, Ibidem - (18) Bulletin NPA Renault-Cléon, 5 janvier 2012 - (19) Bulletin Chimie du NPA 76, janvier 2012 - (20) Bulletin du Comité NPA Renault Cléon, 2 février 2012 - (21) Tract NPA 76 «Avec ou sans Petroplus, la raffinerie doit vivre avec tous ses emplois» - (22) «Les candidats chez Petroplus», Tout est à nous (hebdo du NPA), 12 janvier - (23) Bulletin Chimie du NPA 76, janvier 2012 - (24) Déclaration de Nathalie Artaud reproduite dans Lutte Ouvrière du 20 janvier - (25) Lutte Ouvrière du 13 janvier 2012 Editorial «Les licenciements en chaîne et les moyens de les empêcher» - (26) «Avec les travailleurs de Petroplus», Lutte Ouvrière du 20 janvier.

Le manque de place dans ce journal ne nous permet pas de publier notre article «Le 8 mars: la société bourgeoise fête la double oppression de la femme prolétaire!».

Toutefois nous invitons les lecteurs à le consulter sur notre site internet www.pcint.org, à la rubrique «prises de position».

« Il Comunista »

Nr. 123-124 / Nov. 2011-Febb. 2012

Nell'interno

- La classe dominante borghese di ogni paese impone pesanti sacrifici ai proletari. Ma i proletari hanno una sola risposta da dare: la lotta di classe anticapitalistica!
- L'Egitto fra repressione militare, reazione islamista e lotte operaie
- Le navi da crociera, questi mezzi-grattacieli galleggianti, non sfuggono alle tragiche contraddizioni della società capitalista. La Costa Concordia, naufragata sugli scogli di fronte al porto dell'isola del Giglio, ne è l'ennesima dimostrazione
- Val di Susa: il movimento NO-TAV.
- Portogallo: il proletariato fra la crisi capitalista e l'opportunismo politico e sindacale
- Drammi gialli e sinistri della moderna decadenza sociale. l'Andrea Doria, 1956
- Cultura, istruzione, scuola - Risposta di classe al riformismo nella scuola
- Alcuni cenni sulla Siria
- Siria. Dietro gli appelli alla ragione democratica ed umanitaria si nascondono i sordidi interessi della ragione imperialista
- Contrasti interimperialistici. Usa e Urss: padroni-soci in Europa, avversari imperialistici in Asia e Africa (1957)
- Quando il divieto di usare un pesticida fa bene all'ambiente, fa bene all'uomo, ma non fa bene al profitto capitalistico...
- Fukushima: macerie radioattive in discarica e negli inceneritori
- La borghesia capitalista prima con Berlusconi, ora con Monti, pretende sempre la stessa cosa: crescita economica, salvataggio dei profitti, libertà di fare affari senza restrizioni e manodopera salariata, flessibile e a costo sempre più ridotto!
- Dizionarietto. L'accumulazione nella società capitalista (Lenin)

Periodico bimestral. Precio del ejemplar: 1,5 €; £ 1; 5FS; Suscripción: 8 €; £ 6; 25FS; Suscripción de solidaridad: 16 €; £ 12; 50 FS.

Notre site Internet :

www.pcint.org

Adresse e-mail :

leproletaire@pcint.org

SOUSCRIPTION PERMANENTE IÈRELISTE 2012

Amaury 22,50 / Daniel: 382,50 / François: 2,50 / Gilbert: 3,90 / Guillaume: 1,40 / Jacques: 10,00 / L'indigent: 7,50 / Luc, pour la presse: 500,00 / Paris: 1200,00 / Paul Dardé: 53,00 / R. F.: 7,50 / Victor: 80,00 / Tours: 7,50

Total liste: 2298,30

Points de contact:

Aix-en-Provence, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :

Pour la France :
NOUVELLE ADRESSE:
Programme, B.P. 57428
69347 Lyon Cedex 07

Pour la Suisse : Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 **Renens**
Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 **Milano**

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.
Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien,** le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**